

DOSSIER SPÉCIAL :

La Chine s'est réveillée...

...le monde tremble-t-il ?

ÉDITORIAL

Cinquante ans après la publication du best-seller « **Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera** » d'Alain Peyrefitte, la rédaction de GEOPOLITICUS s'est penchée sur l'état de la puissance chinoise aujourd'hui. Un thème que nos apprentis géopoliticiens des classes de Première et Terminale croisent fréquemment dans leurs cours. À la lecture d'une presse pluraliste, ils ont fait le point sur les ambitions territoriales, l'influence linguistique et logistique, l'orientation totalitaire, les violations des droits de l'homme, et les usages de plus en plus policiers du numérique par la République Populaire de Chine de Xi Jinping. Un dossier à découvrir !

Mais la rédaction de Géopoliticus a aussi été bousculée par l'actualité la plus chaude : celle d'un **réveil du conflit israélo-palestinien** dans la bande de Gaza. Un conflit qui semble éternel depuis la création d'Israël en 1948. Nos élèves se sont penchés sur les événements en leur apportant un regard historique.

Fidèle à son postulat de départ, Géopoliticus a ouvert ses colonnes à tous les élèves voulant s'essayer au dessin de presse. Ils ont été nombreux et productifs. Vous découvrirez une sélection, plutôt enthousiasmante, de leurs dessins dans les pages de ce numéro 2. Et au printemps, Géopoliticus organisera une exposition de tous les dessins au

CDI : **La valise diplomatique en cartoons**..

Bonne lecture !



Un dessin de Khaïl MOUNIR (TG06)

Une course à la guerre ?

Les tensions ne manquent pas entre la Chine et les États-Unis, donnant à leur rivalité un air de « guerre froide ». Mais des risques réels d'affrontement se précisent aussi.

Menaces sur Taïwan, tensions en Mer de Chine, guerre économique, militarisation de l'espace...le climat s'est refroidi depuis des années entre Pékin et Washington. Les dépenses croissantes en matière d'armement en sont un signe : si le budget de la défense américain s'élève à 842 milliards de dollars, celui de la Chine atteint 292 milliards de dollars.

Mais Pékin est en phase de rattrapage, ses dépenses ont bondi de 63% en 10 ans selon **Les Échos** du 25 avril 2023.

Pour rattraper les États-Unis, La Chine fait des investissements massifs dans ses forces navales. Avec 360 navires de combats, elle dépasse les États-Unis de 60 navires. L'US Navy réagit avec un plan de construction de 355 navires. « *C'est la première fois depuis la chute de l'URSS qu'une grande puissance est en mesure de rivaliser avec l'US Navy* » déclare Bryan McGrath, un officier américain dans **Le Figaro** du 29 mars 2021. Est-ce le début d'une nouvelle guerre froide ?

À suivre en page 2

Israël-Hamas : La Paix en otage !

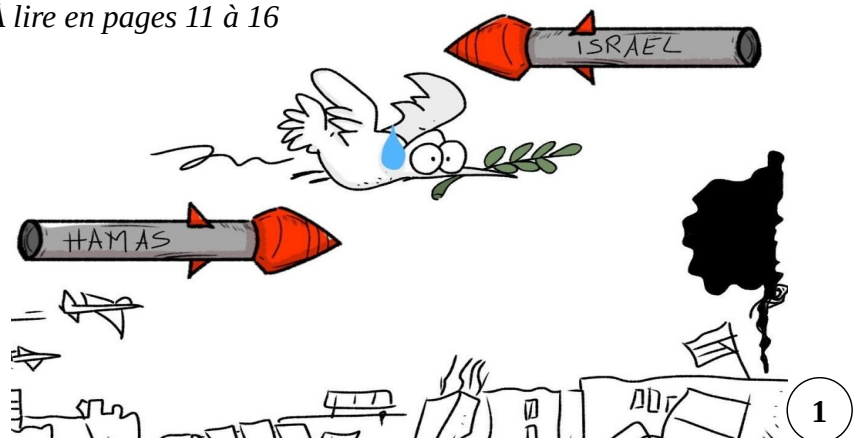
L'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier a réveillé un conflit israélo-palestinien qui remonte au moins à 1948.

Nos apprentis géopoliticiens analysent l'événement et font le point sur les difficultés de parvenir à la paix dans cette région du Moyen-Orient.

Dans ce second dossier, pour des questions de sécurité liées au climat actuel, nos élèves ont accepté de ne pas signer leurs articles et dessins. Qu'ils en soient remerciés.

Pierre Lhuintre et Jean-Louis Bonnafous

À lire en pages 11 à 16



Face aux ambitions de la Chine, les États-Unis ont voté la loi Chips qui vise à priver les industries chinoises de l'accès aux technologies américaines de microprocesseurs et donc à empêcher Pékin de prendre l'ascendant sur eux .

Les tensions s'accroissent autour de Taïwan. Pour **Le Figaro**, la Chine augmenterait ses forces navales afin d'accroître sa portée vers Taïwan. Les « tensions se sont accrues entre la Chine et les États-Unis » reconnaît **Le Monde** du 6 février 2023. Les militaires américains considèrent désormais sérieusement la possibilité d'une guerre et « se préparent à un affrontement dans le Pacifique » (Le Figaro).

Les tensions touchent d'autres pays : face à l'augmentation des forces navales chinoises dans le pacifique, l'Australie « renforcerait ses capacités de dissuasion » selon **Les Échos** du 25 avril 2023. En effet , d'après **Le Figaro** du 29 mars 2021, le pays aurait comme projet l'augmentation de son nombre de sous marins ainsi que de ses capacités de frappes à longues portées. Face à la Chine, d'après **Le Monde** du 16 novembre 2020, le pays aurait signé « une alliance XXL

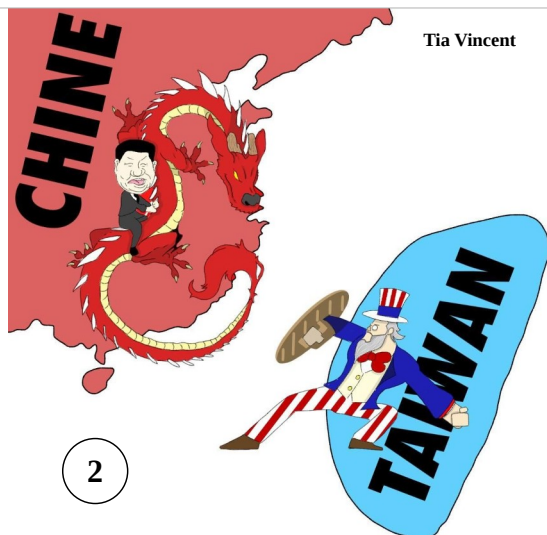
Taïwan nouveau Dantzig ?

Xi Jinping ne cache plus son obsession d'absorber Taïwan, "l'île rebelle" malgré la protection américaine.

Comme Dantzig en 1939, Taïwan va-t-il être un casus belli avec la Chine ? En septembre 2023 , la Chine s'est livrée avec la Russie à des exercices militaires pour simuler une guerre aux portes du Japon. « Il est évident que Pékin veut avoir réabsorbé l'île rebelle avant de fêter son centenaire en 2049 » selon **Les Échos** du 20 mars 2023. En effet l'île constitue l'épicentre des tensions dans le monde. C'est le point sensible où il risquerait d'y avoir une prochaine guerre , d'après Marc Julienne , chercheur à l'IFRI dans Libération « *Taïwan représente la dernière pièce à conquérir pour achever l'œuvre de Mao et l'unification de la Chine pour le PCC* ». Selon Xi Jinping cette réintégration se fera, de gré ou de force. Une réunification de gré ne semble pas envisageable, seulement 6% des 24 millions de Taïwanais souhaitent une réunification avec la Chine, rapporte **Les Échos** . Le choix se réduit logiquement à deux stratégies: le blocus ou la guerre .

L'option du blocus serait pour la Chine plus abordable, mais les conséquences économiques l'impacteraient elle-même. De plus, une réaction de la marine américaine serait inévitable, entraînant ainsi un affrontement entre les deux puissances. Une déclaration de guerre semble donc plus logique .

Xi Jinping aurait donc envisagé plusieurs options, soit un déluge de missiles, soit un débarquement



Tia Vincent

face à la Chine » avec le Royaume-Uni, les États-Unis , puis avec l'Inde et le Japon afin de dissuader toute attaque dans la région de l'Indo-Pacifique . Ces alliances seraient prêtes à déployer des troupes en cas d'attaque chinoise , et celles ci multiplient les exercices militaires afin de marquer leur présence face a la Chine ■

Cassandra Langenick (TG4) et Lou Jegou-Rousseau (TG1)



Tia Vincent (TG09)

Moi, je préfère le Petit Livre Blanc¹ ...de la défense.

¹ Loi de programmation militaire.

immédiat sur l'île rebelle de 1,3 million de soldats. Néanmoins, ajoute **Le Monde** du 15 mai 2023, elle ne disposerait pas d'assez de moyens pour envahir Taïwan. L'APL (Armée chinoise) n'a pas encore atteint le niveau américain, obligeant Pékin à la moderniser davantage pour plusieurs années. Surtout les plages sont trop petites pour permettre un débarquement massif. Ainsi, la Chine devrait faire face à une intervention américaine inévitable, qui causerait de grandes pertes des deux côtés en faisant de cette conquête un conflit international , tout en prenant le risque de détruire Taïwan...

Mais la Chine ne renonce pas pour autant . D'après **Libération**, depuis plusieurs années maintenant, elle a fortement resserré ses liens avec la Russie en multipliant les traités d'amitié, de coopérations et les rencontres avec Vladimir Poutine. De plus, depuis 2019, le budget de la défense chinoise a fortement augmenté, voyant ainsi sa puissance navale croître considérablement. La Chine à ce jour, se voit aussi avancée que les Occidentaux et serait capable de tenir tête à la marine américaine, ajoute **Le Monde** du 15 mai 2023 .

Face à cela, les puissances occidentales ne restent pas sans voix , Taïwan , explique **Le Monde**, a renforcé sa défense en partie grâce à une aide des États-Unis et de L'OTAN . Les États-Unis dès 2030 , ont prévu de faire face à l'activisme chinois en Indo-Pacifique avec la commande de trois à cinq sous-marins d'attaque américains à l'Australie, alimentés par l'uranium, les rendant rechargeables indéfiniment, permettant désormais à l'US Navy de déployer des sous-marins d'attaque dans les eaux australiennes. De plus, la naissance d'un projet d'association entre les États-Unis, le Royaume Uni et L'Australie sur la fabrication de sous-marins en 2040 devrait permettre un renforcement de la présence militaire occidentale dans l'Indo-Pacifique, ajoute **Libération** .

Finalement, que l'armée chinoise réussisse à s'emparer de l'île rebelle ou non , « un conflit prolongé autour de Taïwan serait bien plus perturbateur que la guerre en cours en Ukraine , tant à l'échelle régionale que mondiale » ■

Jérémy De Pétris (TG2) et Louna Mignot (TG6)

Ballon espion chinois

Un ballon d'observation chinois abattu au-dessus des États-Unis attise la méfiance entre les deux puissances rivales.

En février 2023, un « ballon d'observation » équipé de caméras et radars chinois volant à 18 000 mètres au-dessus de l'Atlantique, et intercepté par un avion de la CIA a révélé un vaste programme d'espionnage aérien chinois d'après **le Monde** du 7 février 2023. Le ballon considéré comme « espion » par les Américains et comme simple « civil » par la Chine aggrave les tensions entre les deux pays.

Cependant, Xie Feng, le vice-ministre des affaires étrangères, a déclaré dans un communiqué du 6 février que l'action des États Unis a sérieusement endommagé les relations sino-américaines. Selon Pékin, le dirigeable sans pilote s'est égaré dans l'espace aérien américain. Depuis, la Chine se positionne en victime et tente de convaincre la partie américaine de ne pas prendre de nouvelles mesures pour nuire à ses intérêts et à ne pas intensifier les tensions.

Le ballon est tombé dans les eaux territoriales américaines. Une mission a donc immédiatement été lancée pour repêcher le maximum de pièces de l'engin encore identifiable. Selon **Le Monde** du 7 février 2023, le Pentagone a fait savoir que plusieurs vols de ballons chinois avaient déjà eu lieu sous l'administration Trump. Un système utilisé par la Chine pour « tenter de surveiller des sites stratégiques » aux États-Unis, plus particulièrement dans le Montana où se situe un silo de missiles nucléaires.

La crise suscitée par le ballon va se prolonger sur un plan diplomatique, suite à l'annulation de la visite du secrétaire d'État américain, Antony Blinken à Pékin.

D'après **Le Monde** du lundi 13 février, alors que les États-Unis développent aussi des programmes de ballons, le Pentagone a toutefois refusé de comparer le programme chinois à ses propres expérimentations. Cependant, la NASA a affirmé que ses ballons, qui peuvent mesurer plus de vingt fois la taille estimée des engins chinois, effectuaient seulement des recherches à des fins civiles. Un jeu de ballon pas très fair-play ! ■

Lila Le Hecho-Flamencourt (TG01)

Le céleste empire contre-attaque !

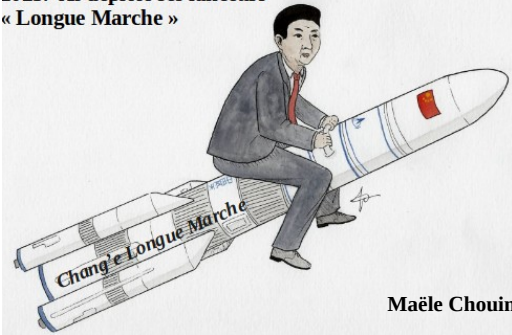
La Chine s'affirme très rapidement comme une « puissance céleste » à part entière. Elle achève sa propre station spatiale, vise la Lune et programme Mars.

Depuis 2007, la Chine accumule les projets spatiaux et devient une des plus grandes puissances spatiales du monde. D'abord, avec le projet des lanceurs Chang'e (Longue Marche) qui vise à envoyer, avant 2030, deux astronautes sur la Lune, ce qui serait « un succès majeur pour Pékin dans un contexte de rivalité croissante avec les Américains » selon **Le Figaro** du 22 août 2023. Cependant la Chine a déjà connu un succès lorsqu'elle a fait atterrir un engin sur la face cachée de la Lune en 2019 ainsi qu'un autre sur Mars en 2021 d'après **Les Échos** du 31 mai 2023. Malgré ces deux projets, le plus gros exploit de la Chine reste tout de même

1934. Mao durant la « Longue Marche »

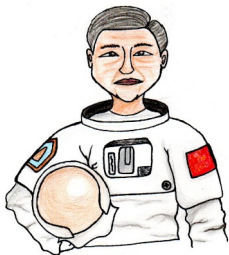


2023. Xi déploie ses lanceurs « Longue Marche »



la construction de sa propre station spatiale dont le premier module a été envoyé en avril 2021. Le dernier ayant décollé le 31 octobre 2022 du centre spatial de Jiunqan, dans le désert de Gobi, cela ne fait qu'un peu plus d'un an que cette station chinoise est en orbite en étant complète. Cependant, elle ne l'a pas tout à fait puisqu'il manque encore le lancement d'un télescope spatial, élément d'une

à visée éducatives pour des élèves sélectionnés en Chine et en Afrique ». Tout ce que nous savons pour l'instant, c'est que neuf projets de recherches sont prévus avec 17 pays, dont l'Inde et la Suisse, et approuvés par l'ONU. Ce lancement d'une station spatiale chinoise est un symbole fort et marquant puisque grâce à ça il y a plus de Chinois que d'Américains dans l'espace (seulement trois à bord de la station spatiale internationale). Tous ces projets montrent donc une volonté chinoise de s'imposer devant les autres puissances ■ **Lola Dillerin (TG1)**



Xi, nouvel empereur céleste ?
Par Lola Dillerin (TG1)

Dessin de Lola Dillerin

grande importance dans le programme de Xi Jinping. Cette station spatiale chinoise Tiangong, qui signifie le « palais céleste », a été construite à 400 kilomètres autour de la Terre et se serait le « plus lourd et plus imposant élément construit par la Chine » affirme l'agence spatiale dans **Le Figaro** du 1er novembre 2022. Six taïkonautes sont déjà à bord et commencent les premières expériences même si nous n'en connaissons pas encore la nature comme le dit Philippe Coué dans **Le Figaro** : « le travail scientifique n'est pas précisé pendant les communications effectuées par les équipes chinoises depuis l'espace qui montrent des expériences simples,

Un ambassadeur peu diplomate

Dans une déclaration peu diplomatique, l'ambassadeur chinois en France provoque une crise qui met en lumière le nouveau style des diplomates « Loups combattants » de Xi Jinping.

Pour **«le Monde»** du 25 avril 2023, il est considéré comme un de ces diplomates «loups guerriers» ayant un fort penchant pour une diplomatie offensive non conventionnelle, défendant avec virulence les idées communistes par la critique du modèle occidental. Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir, cette forme de diplomatie s'est développée. Dans un entretien donné simultanément au magazine chinois *Guancha* et au quotidien français **L'Opinion**, il assume son étiquette de « loup combattant », en soulignant que l'important est de plaire à ses compatriotes chinois, quitte à mener une véritable guerre de l'opinion au niveau international.

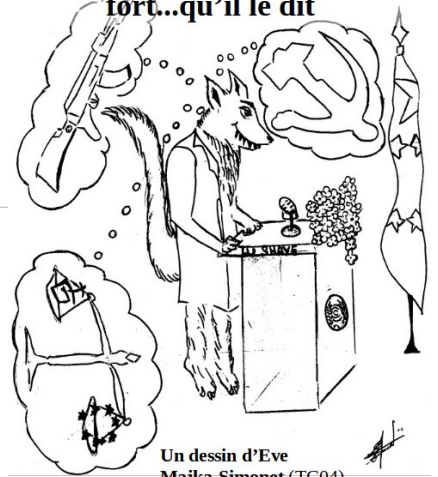
En avril 2023, Lu Shaye déclare dans une interview à la chaîne française **LCI** contredit le droit international d'intégrité et de souveraineté de la Charte de l'ONU. Selon lui « les pays de l'ex-Union soviétique n'ont pas de statut effectif dans le droit international parce qu'il n'y a pas d'accord international

pour concrétiser leur statut de pays souverain ». Il retire ainsi toute légitimité à ces pays, dont l'Ukraine.

Ainsi, malgré l'illégalité au regard du droit international de l'annexion de la Crimée, Lu Shaye soutient « une Crimée russe ». Selon le journal **«les Échos»** du mardi 25 avril 2023, cette provocation, a tout de suite menée à une réaction en chaîne de la part des 3 pays baltes. Estonie, Lituanie, Lettonie dénoncent tous 3 « une violation claire du droit international » et voient en la Chine une menace pour la sécurité des pays européens. Dans la foulée, 80 parlementaires écrivent à Pékin en précisant que cet ambassadeur est « persona non grata ». Finalement, la Chine a rappelé son ambassadeur pendant l'été ■

Eve Majka-Simonet (TG4)

Le diplomate qui le pense si fort...qu'il le dit



Un dessin d'Eve Majka-Simonet (TG04)

L'heure du bilan :



KISSINGER (1923-2023)
Diplomate du siècle ?

Dessin de Maële CHOUIN

Le grand diplomate américain vient de mourir centenaire le 29 novembre dernier : Henry Kissinger (1923-2023) fut le fameux conseiller et secrétaire d'État des présidents Nixon, Ford et Carter à la Maison-Blanche (1969-1977), adulé et détesté par les Américains. A son profit, l'ouverture de la Chine et son rapprochement avec Washington en 1971, la détente avec l'URSS en 1972, la paix avec le Vietnam et les accords de Camp David scellant la paix entre Israël et l'Égypte. Mais le soutien au coup d'État du général Pinochet au Chili en 1973 pèse lourd : 3216 morts ou disparus, 38 254 torturés selon Amnesty International pendant la dictature (1973-1988).

L'Amour, un problème d'amitié sino-russe ?

Plus de 4000 kilomètres de frontières séparent la Chine et la Russie, dont le fleuve Amour. Un espace frontalier de rapprochement et de tension encore aujourd'hui.



L'amitié entre la Russie et la Chine est une vieille histoire qui continue avec le soutien implicite chinois pour la guerre en Ukraine. Mais de ces relations émanent également certaines tensions, notamment sur le très sensible sujet des frontières. En effet, le pays du milieu a souhaité début 2023 redéfinir ses frontières, publiées dans [La carte nationale de la Chine](#) par le ministère des ressources naturelles. Ce document officiel fait alors référence à la souveraineté nationale nous précise **Le Monde** du 3-4 septembre 2023.

Selon le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov, la Chine chercherait à « isoler la Russie » et à profiter du fait qu'elle est soumise à des sanctions internationales afin de lui dérober quelques dizaines de kilomètres carrés de territoire. Paranoïa ou réalité ?

Un éternel conflit

Le Figaro du 12 septembre 2023 rappelle que les conflits frontaliers n'ont pas manqué entre les deux pays. En 1929, l'URSS avait occupé l'île de Bolchoï Oussouri d'environ 300 kilomètres carrés.

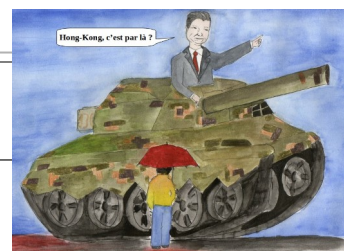
En 1969, de violents affrontements armés avaient eu lieu entre les deux grands rivaux communistes en plusieurs points de la frontière. En 1987, selon **Le Monde** du 15-16 février, « Les gardes frontières soviétiques qui assuraient leur service dans cette région avaient essuyé le feu chinois. Par leur riposte énergique, les soviétiques avaient refoulé » les intrus chinois.

Le fleuve Amour qui sert de frontière a longtemps été un sujet de mésentente jusqu'en 2004 où il fut décidé que la navigation chinoise sur le fleuve serait désormais autorisée et l'île séparée en deux : la partie ouest pour la Chine et la partie est pour la Russie.

Des relations frontalières ?

Les échanges à la frontière sont multiples jusqu'en 2020, particulièrement dans la ville de Heihe en Chine, située sur la rive droite du fleuve Amour. Cependant, la grande politique de confinement chinoise a refroidi ces échanges internationaux. Les Russes sont interdits d'accès au territoire chinois, un coup porté à « l'amitié sans limite » que se portent officiellement les deux pays. La population chinoise locale n'a qu'une envie : que les Russes reviennent consommer en Chine afin de relancer l'économie. Pour cela les autorités des deux pays ont inauguré le 22 juillet 2022 un magnifique pont autoroutier de plus de 1 kilomètre entre la ville russe de Blagoveshchensk, située sur la rive gauche du fleuve, et la ville de Heihe. Mais le pont restant fermé à la circulation, aucun russe ne visite Heihe et aucun Chinois ne traverse pour aller faire des affaires ou du tourisme. Les promesses initiales qui visaient à développer la coopération dans l'énergie, la santé, le tourisme, les services financiers semblent au point mort ■

Lilou Potreau et Titouan Montaigu (PG02)



Des frontières sino-asiatiques très épicées

Dans sa quête de puissance, la Chine a des appétits terrestres et marins. En particulier en Inde et dans la mer de Chine méridionale.

Depuis quelques années la Chine et l'Inde se disputent leurs 3380 kilomètres de frontières situées à plus de 4000 mètres d'altitude. Le 30 août 2020, un soldat tibétain appartenant à la « special frontier force » (unité de l'armée indienne composée uniquement de soldats tibétains) est mort en marchant sur une mine. Un incident qui a failli embraser une situation déjà tendue. Le premier ministre indien assistait alors à ses funérailles. A cette occasion, des Indiens ont brûlé des drapeaux chinois et des portraits de Xi Jinping raconte **Le Figaro** du 8 octobre 2020. Ces tensions sont dues à l'imprécision des frontières montagneuses sino-indiennes, particulièrement au Ladakh, région de l'Himalaya. Mais pour Pékin, pas question de toucher au Tibet. Une région qui centralise les tensions entre les deux puissances militaires.

Autre point chaud, la mer de Chine méridionale.

En 1982, la Convention de Montego Bay des Nations unies avait fixé les frontières maritimes et ZEE de chaque pays. Mais la Chine signataire la transgresse chaque jour de plus en plus. Elle s'adjuge la mer de Chine méridionale. Selon **Le Monde** du 8 mars 2021, « la Chine est à l'assaut du droit de la Mer » en affirmant comme sienne la mer située à l'intérieur d'une « ligne en neuf traits » qui délimiterait « des droits historiques ». Mais ces revendications empiètent sur les eaux territoriales des États voisins : Vietnam, Philippines, Brunei, Indonésie et Malaisie.

Des accidents réguliers entre des navires vietnamiens et malaisiens ont été recensés alors qu'ils étaient en train d'exploiter des ressources gazières et pétrolières.

La Chine a renforcé ses gardes-côtes et même renforcé leurs navires civils avec des armes lourdes et donc les transformant en de vrais navires de guerre, tout ça afin de surveiller la mer pour éviter la pêche illégale et l'exploitation des autres ressources présentes en mer de Chine. Le régime communiste n'a tenu aucun compte du jugement, émis en 2016, par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, selon lequel la « ligne en neuf traits » n'avait « aucun fondement juridique » rappelle **Le Monde**.

Marines américaine et française traversent ces eaux pour faire valoir la liberté de navigation. Mais leur présence est contestée par le média chinois « China Daily » et les tensions augmentent dans cette zone du globe ■

Enzo Azzopardi et Noah Bludeau (PG03)
Dessin de Marceline Marec

Routes de la soie :

Avis de tempête sur Hambourg

Le grand projet des routes de la soie reliant la Chine et l'Europe connaît des ratés. Les Européens sont plus méfiants.

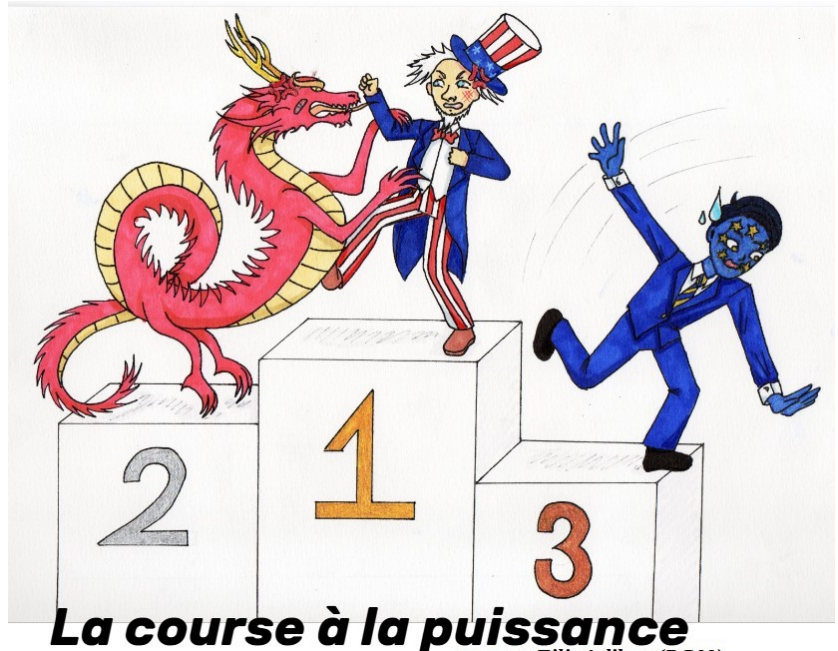
Les routes de la soie chinoises sont un projet titanesque qui suscite une méfiance croissante, particulièrement en Europe. Voilà dix ans, en 2013, Xi Jinping évoquait ce projet devenu aujourd'hui un des chantiers d'infrastructures de transport les plus ambitieux de l'Histoire. Plus de 1.000 milliards de dollars d'investissement pour la Chine, plus de 200 accords de coopération conclus avec plus de 150 pays et plus de 30 organisations internationales en dix ans.

L'Allemagne est intéressée pour que la Chine devienne premier partenaire commercial. De son côté, Pékin s'intéresse au port de Hambourg surnommé la « porte du monde » et voudrait en être partenaire. La Chine a proposé une participation de 35 % au rachat de ce terminal portuaire. Certains spécialistes se demandent si des millions d'emplois ne seraient pas en danger si les relations avec la Chine venaient à se détériorer. Situation stratégique délicate. Selon **Le Monde**, « *Le chancelier allemand Olaf Scholz défend ce projet auquel s'opposent certains de ses ministres* ». **Libération** annonce le 7 Novembre 2022 que la rencontre avec Xi Jinping a abouti à la vente de la partie du port d'Hambourg à Cosco (premier armateur chinois). Mais, en réponse aux actions chinoises durant le Covid visant à diviser l'Union européenne, Berlin veille aujourd'hui à ce que la Chine soit bien minoritaire dans nos infrastructures. Il s'agit de protéger l'indépendance européenne. Aussi, en avril 2023, Hambourg demande un changement de condition soudain, passer de 35 % de participation chinoise à 24,9% seulement.

Le 17 juillet dans **Le Figaro**, l'Allemagne réaffirme son souhait de ne plus vouloir être aussi dépendante de la Chine. Pour **Les Échos** du 14 septembre 2023, c'est un « *nouvel avis de tempête sur le port de Hambourg* ». MSC, le premier armateur mondial italo-suisse a déposé une offre de 49,9% auprès de l'Allemagne.

Cosco a lui été autorisé à reprendre 25 % de l'un des 4 terminaux HHLA au lieu de 35%. C'est la dernière déclaration en date sur cette histoire de la « porte du monde » prononcée par l'Allemagne.

Le projet des routes de la soie ne s'arrête pas à un seul projet en Hongrie c'est avec le retard pris sur la construction de l'autoroute qui est censée traverser le pays que la relation avec la Chine se détériore. En effet, le projet censé être financé à 85 % par la Chine se voit augmenté de 20 milliards de forints supplémentaires. Ce qui revient à payer un kilomètre d'autoroute 20 millions d'euros annonce **Le Soir** du 6 octobre 2023. Le chantier prend du retard et les routes de la soie entre l'Europe et la Chine ne se bloquent pas seulement avec la fermeture de la frontière russe ■ **Zoëlie Paringaux-Bourdeau** (PG03) et **Emeline Nivelle** (PG01)



Instituts Confucius : ouverture culturelle ou influence ?

Les Instituts Confucius sont un outil efficace d'ouverture culturelle dans le monde. Mais des soupçons s'accroissent sur leur utilisation par Pékin comme instrument d'influence et de renseignement.

Avec 525 établissements autour du monde dont 17 en France, les Instituts Confucius se sont multipliés pour toucher tous les horizons. Spécialisés dans l'apprentissage et le partage de la langue et culture chinoise depuis 2004, ils ont développé des liens avec les établissements scolaires et universitaires de France depuis 2005, le premier Institut Confucius de France ayant été implanté à l'université de Poitiers, et en 2008 à La Rochelle.

Ils proposent de nombreuses activités telles que des cours de mandarin, de la calligraphie, de la cuisine et de la culture générale, de l'histoire et du folklore, des sports tels que le tai-chi. Les Instituts organisent aussi des événements tels que des expositions d'art, des fêtes liées au Nouvel An Chinois ou, comme à La Rochelle du 22 au 28 novembre dernier, la semaine du cinéma chinois à laquelle était associé le Lycée Valin.

Les bourses offertes aux étudiants chinois leur permettent de faire leurs études en France et à l'étranger. Les familles franco-chinoises peuvent se reconnecter avec la culture chinoise si lointaine. Une élue municipale de Pau témoigne dans le journal **Sud-Ouest** du 21/01/2023 que « *c'est important de retrouver une part de notre culture* ».

Mais malgré cette grande ouverture culturelle, beaucoup de suspicion entoure les Instituts Confucius. En effet, la Chine est une grande adepte de l'espionnage. Les activités de renseignement ont augmenté avec la Loi sur le Renseignement National de la RPC du 28 juin 2017. Plusieurs de ses articles inquiètent les autres pays, dont la France, tel que l'Article 7 : « *[...] tout citoyen doit soutenir, assister et coopérer avec les activités liées au renseignement national* », faisant de chaque citoyen

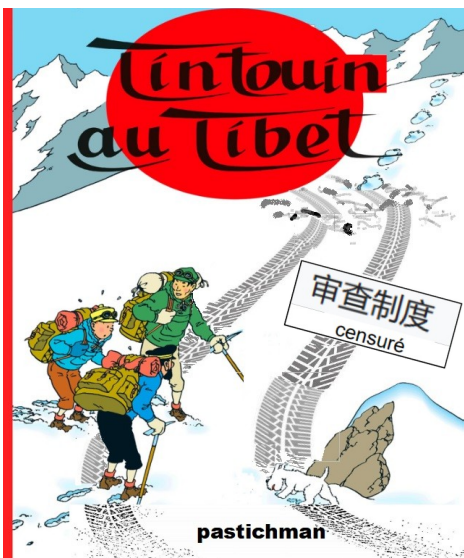
chinois, même ceux à l'étranger, « *un potentiel espion* » rapporte **Le Figaro** du 03 Novembre 2023. Certains scientifiques et chercheurs « *peuvent devenir dépendants de la Chine, que ce soit au niveau financier ou professionnel et devenir des relais d'influence* » prévenaient des sénateurs dans **Le Monde** du 6 Octobre 2021. L'enseignement supérieur est une cible. En effet, « *L'activisme dans le monde académique vise deux objectifs : d'abord "l'influence" [...] Ensuite, "la captation", induisant l'accès à des données scientifiques protégées par la propriété intellectuelle, et leur transfert, en priorité dans les sciences liées à la technologie, à l'ingénierie et à la mécanique* » selon **Le Monde** du 6 Novembre 2021.

La Chine se soucie beaucoup de son image à l'international en investissant 1,3 milliard d'Euros depuis 2008 pour l'améliorer. Aussi, les milieux politiques se méfient de plus en plus des Instituts Confucius. En effet, leur existence dans le milieu universitaire divise. Leur financement est contesté comme à Pau où une subvention de 70000 € a divisé les élus de l'Agglo rapporte **La République des Pyrénées** du 09 Octobre 2023.

Les Instituts sont aussi accusés de faire de l'autocensure et de réécrire des chapitres historiques de leur programme, ceux relatifs à la dictature chinoise, aux événements du Tibet, de Hongkong, de Taïwan et du Xinjiang explique **Le Figaro** du 07 novembre 2021. Cela engendre des conflits entre enseignants et proviseurs des Instituts.

La question reste ouverte : les Instituts Confucius sont-ils seulement un lieu de partage culturel ou servent-ils aussi d'outil d'influence et de renseignement pour Pékin ?

LIS Rose et **ROUMILHAC Johanna** (PG04)



“Le Tibet est un tampon entre deux géants de la région, l’Inde et la Chine”, cette dernière l’ayant annexé le 23 Mai 1951. Leur chef culturel le Dalai Lama fut obligé de fuir car la Chine avait pour projet “d’effacer l’identité culturelle tibétaine”. Cette minorité ethnique se voit ainsi victime de sinisation rapporte Claude Arpi dans **Les collections de l’Histoire n°57. Le Figaro** du 8 octobre 2020 précise que Xi Jinping ne compte pas s’arrêter là. Cette action a pour but de répandre la culture chinoise dite “Han” dans toute la société. Pour Xi, “Le bouddhisme tibétain doit être adapté à la société socialiste et se développer dans un contexte

Sinisation forcée au Tibet

Conquis en 1951, soi-disant autonome, le Tibet est mis à rude épreuve par la politique de sinisation forcée que la Chine exerce sur son sol.

chinois”. Pour cela la Chine n’hésite pas à utiliser des moyens stricts tels que des programmes de travail forcé, une privation de la culture tibétaine notamment chez les jeunes précise **Libération** du 10 mars 2023. On leur impose “une identité culturelle” notamment avec la diminution de l’enseignement tibétain.

Les enfants ne peuvent plus parler leur langue car ils sont à l’internat la semaine, ainsi “90 % des enfants sont éloignés de leurs familles”. L’objectif étant d’effacer toutes les différences culturelles et linguistiques pour que la Chine soit “le pays des Hans”. La culture tibétaine est réduite à une version folklorique d’après le **Monde** du 19 juillet 2023. Leurs journées sont donc ponctuées de lavage de cerveau idéologique ainsi que de punitions corporelles. Cette politique Chinoise extrémiste, raciste et violente ne respecte pas la Convention des droits de l’enfant, pourtant signée par la Chine. Dans cette même optique la Chine lance au Tibet une politique de fichage ADN

massif. **Libération** du 17/18 décembre 2022 informe que la police chinoise aurait collecté entre 900 000 et 1 200 000 échantillons d’ADN entre juin 2016 et juillet 2022. Officiellement afin de mieux connaître les maladies héréditaires. Mais derrière pourrait se cacher un plus grand contrôle lié à des entreprises génomiques. La ministre française des affaires étrangères, Catherine Colonna, s’inquiète : “Cette campagne est menée sans le consentement des parents et constitue [...] un viol de la vie privée, de la dignité et du droit à l’intégrité corporelle de l’individu”. Les Tibétains sont assimilés à marche forcée par des camps de rééducation, des déplacements de populations, des destructions du patrimoine et de la répression. Mais le gouvernement chinois crie au complot et à la désinformation en expulsant les journalistes et les enquêteurs envoyés par l’ONU selon **Libération** du 1er octobre 2020. Aussi le président chinois a augmenté les contrôles policiers au Tibet afin de toujours faire régner l’ordre ■

Lucie Ménard-Simon (TG4) et Anaïs Bernardeau (TG1)

euro news.

SCOOP : le Dalai Lama n’était pas seul dans son exil du Tibet en 1959

Ouïghours :

La suppression d’un peuple et d’une mémoire

Dans sa politique de sinisation, la République Populaire de Chine pratique un véritable génocide au Xinjiang contre la minorité ouïghours depuis les années 2010.

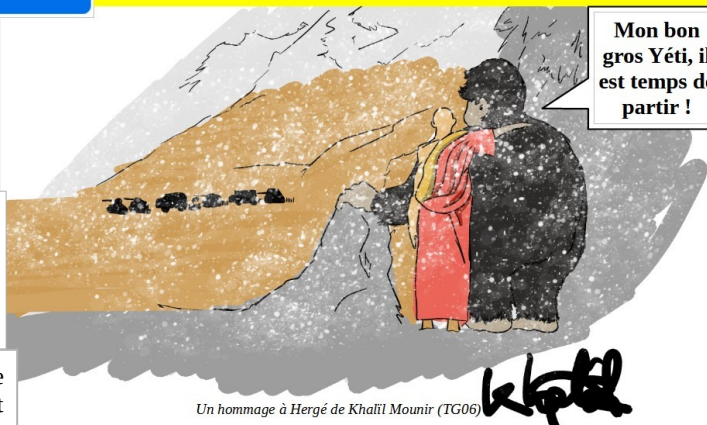
Cela fait dix ans que le pouvoir de Xi Jinping est accusé de mener de graves atteintes envers les minorités du territoire, notamment ouïghours au Xinjiang, au nom du nationalisme absolu et de la lutte « anti-terroriste ». Cette politique tient sa justification des attentats leur étant attribués en 2014. « Pékin a alors lancé une campagne de répression sans précédent » comme nous l’indique le journal **Libération** du 25 février 2017. Cette région de l’Ouest du territoire, annexée au XVIIIème siècle, présenterait une menace pour l’Unité Nationale car elle est peuplée en majorité de populations musulmanes et turcophones. La politique de répression va donc bien au-delà de la seule lutte anti-terroriste mise en avant par la RPC.

S’ajoute à ces actes la création de « centres de formation », véritable camps de détention où le gouvernement chinois incite les Ouïghours à renoncer à leur culture, leur langue et leur religion, et où les exactions sont nombreuses. Il y est interdit de convoquer un avocat, de sortir, de communiquer. L’ONU, qui en 2022 a publié un rapport qualifiant les actes de Xi Jinping de « crime contre l’Humanité », a dévoilé qu’entre 10% et 20% de la population adulte « ethnique » aurait été détenu dans ces camps. Le **Monde** du 2 septembre 2022 déclare ainsi que « le rapport dénonce également la détention d’artistes et intellectuels ouïghours », ce que confirme **Libération** du 1er Octobre 2020 : « les intellectuels ouïghours [...] ont disparu par centaines dans les limbes d’un système carcéral construit à marche forcée »

Ce même rapport signale aussi les « détentions arbitraires, tortures et stérilisations forcées ». La RPC met en place une politique antinataliste, montrant bien son objectif génocidaire.

Les actes commis ont été qualifiés ainsi par l’Assemblée nationale française à partir de 20 janvier 2022, s’ajoutant à une liste limitée

Mon bon gros Yéti, il est temps de partir !



Un hommage à Hergé de Khalil Mounir (TG06)

(États-Unis, Royaume-Uni, Canada...). Certains acteurs affirment aussi la présence d’une politique colonialiste, comme l’anthropologue Darren Byler pour **Libération** : « Ce qui arrive répond à la définition du génocide culturel ».

Selon le même journal, « Pékin [...] incite les Hans (première ethnique en Chine) à émigrer dans cette [...] province, qu’elle entend « siniser » ». De plus, le mandarin est substitué à la langue ouïghoure, et la pratique de l’Islam est contrôlée.

Dénoncés par les ONG et les exilés depuis leurs premières heures, les crimes commis par Pékin restent impunis car la Chine, membre permanent du Conseil de Sécurité de l’ONU, applique son droit de veto. De plus, son influence grandit à l’échelle mondiale grâce aux nouvelles routes de la soie, ce qui accroît la dépendance de nombreux pays, et rend leur action impossible. De nombreux acteurs continuent pourtant de lutter contre ces oppressions systémiques au péril de leur intégrité et de leur vie ■

Camille Rayneau (TG6)

Fast-fashion et travail forcé ?

Selon plusieurs médias (*France Inter* du 10 mai 2023 ; *Les Échos* du 17 mai ; *La Voix du Nord* du 5 mai 2023), des soupçons portent sur de nombreuses entreprises (notamment textiles) accusées de recourir au travail forcé du peuple ouïghour, telles que **Shein, Zara, Nike, Uniqlo** -ce qui expliquerait les prix imbattables. Une affaire à suivre qui devrait interroger les consommateurs !

C.R.

Xinjiang : Des momies gênantes pour Pékin

Une découverte archéologique de 2008 contrarie toujours le récit national de Pékin d'un Xinjiang éternellement chinois.

Plus de 500 tombes furent découvertes contenant des momies vieilles de 4000 ans rappelle **Le Figaro** du 28 octobre 2021. Une découverte qui relança bon nombre de tensions d'ordre géopolitique et culturel.

Effectivement, l'ambitieuse équipe de scientifiques, après une étude approfondie des génomes des différentes momies se rendit compte d'un fait surprenant : les momies seraient porteuses de plus de 13 génomes différents, comme le révèle **Le Figaro**. Cependant, un travail d'historien a dû être effectué pour proposer des hypothèses expliquant la présence de ces momies dans cette région. Des momies vieilles, selon le CNRS, de 4000 à 2500 ans trouvées sur le territoire chinois, un argument de taille pour Pékin qui se vante toujours d'être le « Céleste Empire Éternel ».

Or, les dernières découvertes ne vont pas dans ce sens. Si les momies se révèlent ne pas être « han » (ethnie chinoise majoritaire), alors une grande partie du discours chinois ne tient plus. Selon Xi Jinping, « au Xinjiang, l'archéologie est très idéologique » comme le rapporte **Libération** du 24 avril 2014. Le Xinjiang connaît aujourd'hui la persécution des Ouïghours, son ethnie musulmane majoritaire, d'origine sino-turque. Pékin les persécute, notamment par le biais de camps de travail forcé. Ainsi, le gouvernement chinois ne se montre plus très favorable à l'idée que des missions internationales de scientifiques viennent observer de trop près la région. Le Xinjiang est une région stratégique au



croisement de l'Inde, du Pakistan, de l'Afghanistan, de l'Asie centrale et de la Russie et de la Mongolie. Plus de 10 millions de Ouïghours vivent aujourd'hui dans le Xinjiang et la lutte indépendantiste nationaliste passe par des attentats chinois plus courants depuis 2009. Pékin veut donc siniser la région.

Or, ces momies gênantes auraient vécu il y a entre 4000 et 2500 ans, bien avant même les premiers balbutiements de la civilisation chinoise pour **Sciences et Avenir** de Mai 2008.

L'hypothèse privilégiée serait l'origine européenne de ces momies. Les scientifiques et archéologues parlent de corps de type « europaïde » ou « caucasien », génome oblige. De plus, les vêtements que portaient les défunts, selon **Libération** du 24 avril 2014, seraient de style européen, voire écossais pour les pantalons. Les pistes amenant donc à cette théorie sont d'ordre génétique et d'ordre matériel et culturel. Comme le déclare un archéologue chinois, Wang Binghua, « J'aimerais savoir d'où viennent vraiment ces peuples, et si les vaches qu'ils élevaient étaient de races européennes ».

La Revue XXI n°61 de décembre 2022 précise dans un reportage en BD que le site regroupait des momies plus récentes, notamment la fameuse « Beauté de Loulan », datée de 3000 ans (ci-contre).

Les archéologues impactent la géopolitique mondiale. Leur avis scientifique contredit le récit national d'un Xinjiang éternellement chinois.

Un grand mystère plane toujours sur cette découverte. L'accès au site est désormais impossible pour les archéologues occidentaux. Et le contexte est aussi explosif qu'un feu d'artifice chinois ■

Antoine Moreau (TG02)
et Khalil Mounir (TG06)

Pire pollueur ou puissance verte ?

Plus grand émetteur de CO₂ au monde, le pays vise la neutralité carbone pour avant 2060.

Géant démographique, la Chine compte 1,4 milliard d'habitants, soit 18% de la population mondiale. Cela en fait le plus grand consommateur et pollueur mondial. « 24% de la consommation mondiale d'énergie primaire, 58 % de la consommation mondiale de ciment, 56 % de celle de nickel, 55 % de celle de cuivre, 53% de celle d'acier, 49 % de celle de zinc » lui sont attribués selon **Les Échos** du lundi 15 Mai 2023. Par conséquent, la Chine bat le record des émissions de gaz à effets de serre (GES) liées à l'énergie « En 2021, la Chine a émis 10,52 milliards de tonnes de CO₂ » explique **Les Échos**.

C'est en grande partie dû à sa forte dépendance au charbon pour produire son électricité locale. Elle gagne alors la première place devant les États-Unis, l'Inde et même l'Europe entière.

D'ici 2030, l'État chinois se fixe alors comme objectif de réduire ses émissions et d'atteindre un pic des rejets bien qu'en 2025 ses émissions de GES atteindront environ 35 % du total mondial, soit « un tiers des émissions mondiales » selon **Le Figaro** du 7 novembre 2022 qui ajoute : « Pékin reste ambivalent entre énergies vertes et charbon ». Cependant la Chine prévoit de développer sa production d'énergies vertes et ainsi de viser la neutralité carbone avant 2060. Une gageure quand on sait que son économie est très dépendante du charbon.

Mais « dans la dernière décennie, la Chine a été à l'origine de 30 % à 50 % des économies d'énergie, du développement des énergies renouvelables, des transports

explique Wang Wenbin, porte parole du ministère des affaires étrangères de la RPC, le 28 Octobre 2022. Si c'est le premier pollueur, c'est aussi le premier investisseur dans les productions d'énergies renouvelables. « Le pays qui émet le plus de CO₂ de la planète est aussi celui qui investit le plus dans les énergies bas carbone » ajoute **Les Échos** du 17 Novembre 2021.

Aujourd'hui elle commence même à sanctionner les usines et villes ne respectant pas les quotas mis en place, sensibilisant ainsi son peuple. Mais la Chine rencontre des difficultés à mettre en place un système de production plus écologique au vu de sa surpopulation.

Évidemment elle fait preuve de réussite dans la production des énergies vertes mais reste tout de même extrêmement dépendante au charbon « Pour la première fois depuis 2005, la consommation de charbon a davantage progressé que le PIB en 2022 » souligne **Le Monde** du lundi 20 Mars 2023.

D'un autre côté, elle laisse entrevoir l'espoir d'un passage au vert pour le pays le plus polluant au monde. Ce serait un grand tournant qui pourrait également changer la donne du contexte climatique actuel. La Chine prévoit « la protection des écosystèmes et la lutte contre le changement climatique » nous rapporte **Le Monde**.

Mais si la Chine doit réduire ses émissions, il faut que ses clients, notamment européens, réduisent leurs consommations de produits

chinois. Un vrai défi planétaire ■
Article et dessin : Mathéo Jeanpierre (TG1)





Remember Tian an Men 1989

Un dessin de Tia VINCENT (TG09)

Un événement célébré dans le monde..

Le 3 juin 1989, près de 50 000 Chinois dont une importante part d'étudiants, ont protesté contre la corruption présente au sein du gouvernement et réclamé plus de démocratie dans le pays, rappelle **Radio Free Asia** du 29 mars 2019. Mais cette démarche qui avait pourtant tout d'une manifestation pacifique a vite dégénéré lorsque le pouvoir est intervenu. Le président Deng Xiaoping a alors ordonné l'envoi sur place d'un grand nombre de soldats et de chars pour maîtriser la foule. C'est là que l'enfer a réellement débuté. Les soldats ont alors tiré sur la foule ce qui a entraîné un chaos total. Le nombre de victimes serait estimé à un millier, à quoi il faut ajouter le nombre de personnes arrêtées et emprisonnées. Des dissidents chinois du mouvement de Tian An Men à Pékin en 1989 ont ouvert à New York l'unique musée au monde du « souvenir » des « rêves démocratiques du

peuple chinois », rapporte **La Croix** du 3 juin 2023. Des commémorations étaient également prévues au Japon, à Sydney. À Taiwan, environ 500 personnes se sont réunies sur la place de la Liberté de Taipei, chantant « luttons pour la liberté », « Nous devons chérir la liberté et la démocratie que nous avons à Taïwan », a affirmé Perry Wu, 31 ans. À Londres, environ 200 personnes ont assisté à une reconstitution satirique avec une « statue de la liberté » érigée en 1989 par les étudiants. Même en Bretagne, dans le petit bourg de Quimperlé, « les membres du collectif Tian an Men se réunissent depuis une dizaine d'années, pour honorer le devoir de mémoire et protester contre la Chine, où la répression totalitaire continue de sévir » rapporte Le Télégramme du 5 juin 2023. Et en Chine ? ■

La Chine a imposé une politique zéro Covid tellement stricte qu'elle a provoqué des manifestations et affrontements. Le 27 novembre 2022, 400 jeunes se sont réunis à la rivière Liangma à Pékin criant des slogans comme « Xi Jinping démission ! » Mais il y a également le slogan « Xi Jinping pauvre con » aperçu sur une bannière déployée à la fenêtre d'un dortoir de l'université Tsinghua à Pékin. Quand certains utilisent des slogans provocateurs, d'autres utilisent une feuille blanche pour dénoncer prudemment la censure. Mais même le terme « feuille blanche » est censuré sur les réseaux sociaux et aucune manifestation n'a été reconnue par les médias officiels chinois précise **Le Monde** du 30 novembre 2022. Toutes les vidéos montrant des manifestations ont été supprimées « en raison d'un contenu sensible ou contraire aux règles » comme le stipule **La Tribune** du 29 novembre 2022. Cette censure rappelle celle vécue lors des manifestations de Tian an Men de 1989 selon **La Croix** du 5 juin 2023. Le lien entre Tian An Men et ces manifestations reste fort d'après **La Croix** du 5 juin 2023. Lors d'une veillée pour rendre hommage aux répressions sanglantes de Tian An Men à Hong Kong, 23 personnes ont été arrêtées. ■ **Jaina Elleouët** (TG01) et **Julia Renard** (TG02)

À Pékin, une révolte qui n'a jamais eu lieu

Depuis 34 ans, le pouvoir de Pékin essaie d'effacer la mémoire du massacre de Tian an Men au sein de sa population -avec un certain succès.

Pékin veut effacer le souvenir de Tian an Men. Un ancien informaticien du parti communiste témoigne de la volonté chinoise de supprimer l'évènement de l'histoire du pays. Au moment du massacre, en 1989, Zeng Jiajun travaillait pour le parti communiste. Son travail consistait à contrôler les informations qui circulaient sur le cyberspace chinois. Il témoigne dans le journal **La Croix** du 4 octobre 2022 : « [Le massacre de Tian An Men] est un événement tellement historique, mais personne ne nous en a jamais parlé, et vous ne pouvez même pas vous renseigner dessus sur l'internet chinois : cet épisode est effacé ».

Même Hong Kong, repris en main par Pékin, éradique la mémoire de Tian an Men. En effet, « Pékin veut effacer la moindre trace mémorielle de ce dramatique événement historique » selon **La Croix** du 24 décembre 2021. De nombreuses mobilisations s'étaient formées ces trente dernières années en mémoire aux victimes. **La Croix** du 3 juin 2023 le rappelle : « des dizaines de milliers de personnes se sont réunies chaque 4 juin dans le parc Victoria à Hong Kong ». Mais récemment, en décembre 2021, Hong Kong a fait déboulonner des statues, érigées dans des lycées, commémorant

l'évènement. Ces nombreuses statues étaient devenues des « symbole[s] du mouvement pro-démocratie » rappelle **La Croix**. Les « mères de Tian An Men » restent ignorantes face aux décès de leurs enfants. La disparition des informations et des traces du massacre de 1989, révolte les parents des nombreuses victimes. D'autres ont pour seule et unique information le décès de leur enfant sans savoir les réelles circonstances de leur mort. Sur **Radio Free Asia** « Zhang Xianling se bat [...] pour obtenir réparation pour son fils chéri Wang Nang » mais elle pense « que je ne verrai pas la réhabilitation des victimes du massacre [...] ». Son fils a été retrouvé dans son collège dans une « fosse creusée » à deux pas de la place Tian An Men. Les nombreux témoignages liés au massacre, témoignent de la violence ainsi que de la négligence apportée par les autorités chinoises. La censure empêche les populations de se renseigner sur les faits. La jeunesse n'est plus au courant des faits ni de leur violence. Aujourd'hui, Tian An Men est connue par tous, mais uniquement en tant que plus grande place de Pékin ■

Raphaëlle Poiraudau et Eleonore Martin (TG02)

Le chant du cygne pour la liberté de la presse



En 2022, il est difficile de dresser un bilan chiffré du nombre de journalistes emprisonnés en Chine, censure oblige. On en compterait 43 en 2022 selon le site **News Press** du 14 décembre 2022. La Chine impose une « censure stricte des médias ». Plusieurs « journalistes ouïghours » subissent des « peine sévères ».

Dans le cas de Hong Kong, colonie britannique restituée à la Chine en 1997, « les médias indépendants » ont été « réduits au silence » depuis que Pékin les cible systématiquement. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2013, la « dictature du parti unique » est devenue la « dictature

d'un homme seul » selon **Libération** du 29 Octobre 2020. Pour le journaliste allemand, Kai Strittmatter, auteur d'un « Dictature 2.0 », « Xi Jinping est un grand fossoyeur de mots ».

A Hong Kong, « il n'y a pas de trêve pour la censure » selon **Le Figaro** du 31 décembre 2021. Ainsi depuis l'adoption en 2020 de la loi sur la sécurité nationale à Hong-Kong, **Le Figaro** du vendredi 31 décembre affirme que « personne n'est à l'abri » de se faire arrêter. En juin 2022, un citoyen d'origine britannique, Jimmy Lay, promoteur des médias pro-démocratie, a été arrêté pour « fraudes » et incarcéré selon **Le Figaro** du 31 décembre 2021. De même, le site d'informations Stand News, pro-démocratie et fondé lors de la révolution des parapluies en 2014, a été décapité par sept arrestations. « Un coup de grâce pour la liberté de la presse à Hong Kong » selon **Le Figaro**. Scénario classique, le chef de la police présente les inculpés comme « des criminels ordinaires », se défendant de « toute atteinte à la liberté de la presse ». A Hong Kong, la liberté de la presse qui était le « trésor jadis chéri » a disparu. Ainsi meurt une démocratie ■

Louise Thibaudeau (PG03)

Face à Pékin, l'exode des Hongkongais

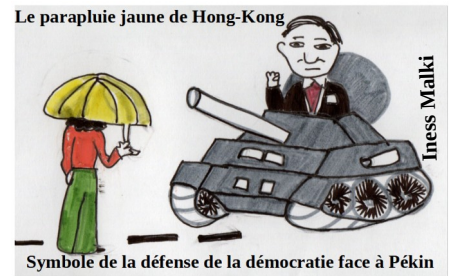
L'ancienne colonie britannique sous souveraineté chinoise connaît depuis 3 ans un exode massif de ses fonctionnaires et familles. Cette population est peu habituée à la surveillance et aux contrôles accrus depuis l'application de la Loi de Sécurité Nationale le 30 juin 2020.

Rétrocédé à la Chine en 1997 par les Britanniques, Hong Kong ne se sentait pas menacé car la RPC avait réaffirmé "son attachement au principe "un pays, deux systèmes" qui définissait la relation entre la Chine continentale et Hong Kong, rappelle **Le Monde** du 5 septembre 2022.

Pourtant, l'application de la loi de sécurité nationale (LSN) depuis 2020 vient fortement remettre en question cet "état de droit solide" qui jouissait d'une "grande liberté de culte", "d'une presse libre" et de "frontières extraordinairement ouvertes", rapporte **Le Monde**. Cette "sévère reprise en main politique, sociale et économique" survient à

la suite "du mouvement de révolte antigouvernemental" et pro démocratique de juin 2019 qui avait déplu à la Chine de Xi Jinping.

Les fonctionnaires hongkongais doivent maintenant signer "la déclaration d'allégeance" à la RPC qui stipule "En tant que fonctionnaire du gouvernement chinois de Hong Kong, je lui jure fidélité", explique **Courrier International** du 20 septembre 2023. Ce journal décrit une atmosphère devenue "viciée par la surveillance mutuelle" sur les lieux de travail car désormais "vos supérieurs et vos collègues surveillent tout ce que vous publiez sur les réseaux sociaux", rapporte un responsable syndical. D'après un artiste exilé interrogé par **Le Monde**, "Hong Kong est aujourd'hui devenu une prison pour tous ses habitants". Cette ambiance étouffante explique l'exil de ceux qui "ne se sentent plus en sécurité dans leur propre pays" et les nombreux postes vacants dans la fonction publique qui ralentissent les services publics.



Symbole de la défense de la démocratie face à Pékin

Courrier International ajoute qu' "en mars, 10% des quelques 190 000 emplois étaient non pourvus". D'après **Le Monde**, "les enseignants, qui subissent de fortes pressions politiques en raison de leur position privilégiée pour influencer leurs élèves, sont particulièrement nombreux à démissionner et à partir." Ainsi, Hongkong subit une véritable "fuite des cerveaux d'ampleur historique" qui "se ressent déjà dans la plupart des secteurs". Ce sont également les "résidents permanents occidentaux: avocats, journalistes, médecins, riches entrepreneurs ou banquiers, qui avaient adopté Hong Kong comme leur lieu de vie depuis des dizaines d'années" qui quittent la métropole. **Le Figaro** du 7 juillet 2023 ajoute que "la ville a perdu de son aura internationale".

A Hong Kong est en train de disparaître une démocratie ■ **Iness Malki (PG01)**



Faustine Bouchet

Big Brother Xi is watching you

Depuis l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013 une surveillance extrême de la population sévit. Un système totalitaire qui rappelle le fameux livre de George Orwell, 1984.

total sur les Chinois, « Ce fantasme orwellien a d'autres « atouts », il permet au régime communiste de contrôler chaque citoyen en permanence » estime **Libération** le 20 juin 2023. Le régime communiste a mis en place un système de notation : le contrôle social. Les autorités attribuent un score à chaque individu. Elles peuvent les récompenser ou au contraire sanctionner. À Shenzhen se trouvent des écrans « géants » qui remplacent en quelque sorte les panneaux publicitaires. Ils sont utilisés pour rendre publiques les actions des mauvais citoyens. « A Shenzhen, les écrans géants diffusent les images de contrevenants pris sur le fait. » dévoile **Libération**. Ils affichent les « mauvais » citoyens avec leur identité et ainsi les humilient. « La reconnaissance faciale fait le reste et leurs visages s'affichent immédiatement sur les écrans avec leur nom de famille, date, heure et une partie du numéro de leur carte d'identité. Le fautif a droit en pleine rue à une scène d'humiliation publique digne de la révolution culturelle. »

Dans cette même ville, on trouve Smart City, une ville remplie d'intelligence artificielle (IA) contrôlée par le gouvernement chinois. Autre technique utilisée : un avertissement sonore ou clignotant pour stigmatiser un comportement asocial.

« Un avertissement clignote, informant qu'à 16h10 un cuisinier ne portait pas de masque et qu'il manquait le couvercle d'une poubelle ». Il existe une application chinoise pour noter les citoyens entre eux. Le fait d'avoir un statut de citoyen « mauvais » a des répercussions sur la vie entière de la famille.

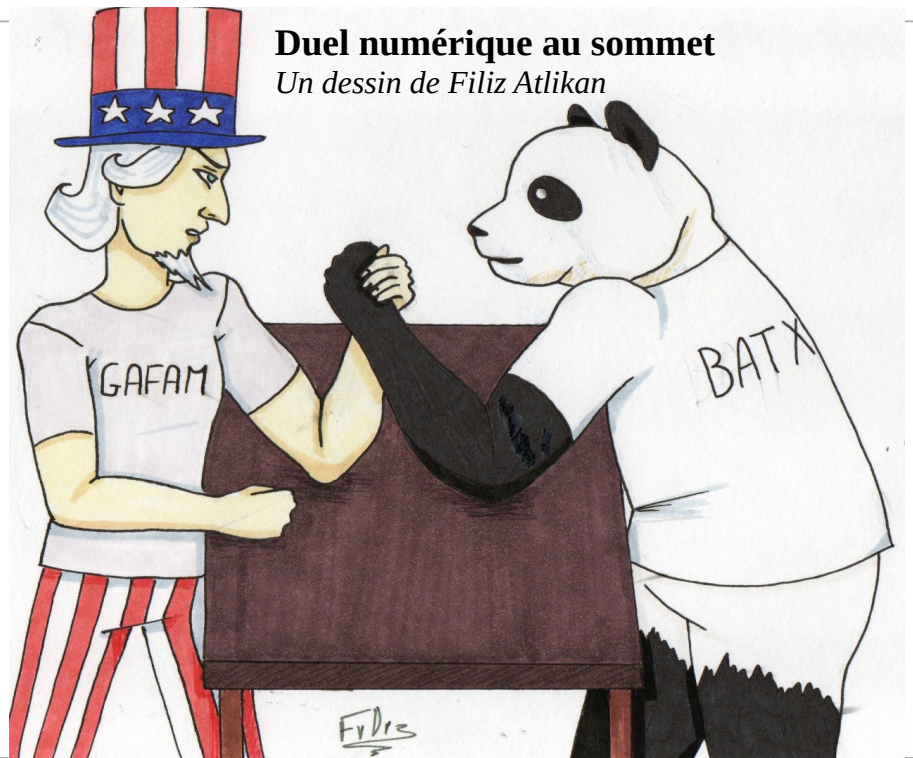
Dans **Courrier international** HS de Juillet 2019, on nous explique qu'un étudiant n'a pas pu être accepté dans une école prestigieuse, alors que celui-ci l'avait mérité. Un membre de sa famille se trouvait dans « la liste des personnes sans crédit ».

La sécurité en Chine est constamment remise à niveau, particulièrement dans certaines provinces suspectes pour Pékin. « Dans l'établissement où je suivais mes études supérieures, les règles de sécurité ont été renforcées de manière disproportionnée » témoigne un étudiant au Xinjiang. Il précise « impossible d'entrer dans l'école, dans le bâtiment des salles de classe ou dans les dortoirs sans une carte magnétique ». Le témoin rajoute que dans son école, chaque matin il y a un discours qu'ils doivent réécrire. Ainsi, le gouvernement peut savoir à quoi pense l'individu et cela peut le rendre suspect selon ce qu'il écrit. Il y a également des contrôles d'ADN dans certaines écoles comme au Tibet, sans le consentement des parents ou enfants. Avec l'Intelligence Artificielle (IA), les autorités pourront reconstituer leurs visages.

Selon **Le Figaro** du 18 Janvier 2022 La population ne serait pas contre ce système « Ils sont prêts à renoncer à une partie de leur vie privée en échange de certains avantages » assure Kai-Fu Lee, auteur du livre **IA, La plus grande mutation de l'histoire**. Le gouvernement chinois cherche même à exporter son système et certains pays comme le Sri Lanka, la Pologne, le Chili ou encore le Cambodge sont intéressés par ce système ■

Faustine Bouchet (PG4)

Depuis plusieurs années maintenant, la Chine connaît un grand essor technologique. Mais le pouvoir utilise cette technologie pour surveiller ses citoyens, y compris dans leur vie privée. Cette technologie devient une arme dans le pays pour Xi Jinping, le président Chinois, comme nous le rapporte **Libération** du 26 Octobre 2022 « Entre les mains d'une dictature, n'importe quel outil devient une arme, permettant d'imposer la terreur ou de modifier le comportement des citoyens ». La Chine possède le plus grand nombre de caméras de surveillance par habitant. On l'estime à 370 caméras pour 1 000 habitants contre 13 pour 1 000 à Londres rapporte le **Libération** du 20 juin 2023 « [...] la Chine est l'un des pays les plus surveillés au monde ». Ces caméras permettent de garder un contrôle



Duel numérique au sommet
Un dessin de Filiz Atlikan

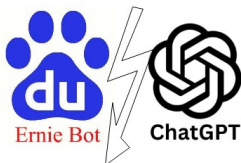
Ernie Bot contre Chat GPT : le match des IA

En mars dernier, Robin Li pdg et cofondateur de Baidu, le Google chinois, dévoilait Ernie Bot. Le concurrent chinois direct de Chat GPT . Un robot conversationnel pour rivaliser avec l'américain.

Voilà juste un an que le monde découvrait la nouvelle révolution de l'intelligence artificielle avec le robot conversationnel californien du développeur OpenAI : Chat GPT. La Chine, voulant absolument se confronter à la puissance américaine, a commencé à développer son propre robot conversationnel. Même s'il est très loin de la performance de son homologue. Pourtant selon **Le Figaro** du jeudi 16 février 2023 « La Chine génère environ un quart des données mondiales, soit un réservoir équivalent à celui des Gafam américains ». Le fondateur de Sogou, deuxième plus grand moteur de recherche chinois, affirme qu'« il faudra au moins trois ans pour les rattraper ». Des groupes chinois essaient donc de créer leur propre robot conversationnel, à l'image d'Ernie Bot de Baidu.

Cependant, la rigidité du gouvernement chinois ralentit

le processus de création. Chat GPT a été bridé dès son arrivée en Chine : « NewsGuard a révélé que ChatGPT a généré bien plus d'informations fausses, ou « hallucinogènes » en chinois qu'en anglais » selon **Les Échos** du 1er Juin dernier. De plus, leurs propres robots



sont bien loin du niveau américain avec des premiers retours mitigés notamment sur Ernie bot. Le régime surveille les applications. D'après **Le Monde** du mercredi 19 Avril 2023 « Les entreprises sont prévenues : pas question d'habiller le président Xi Jinping en doudoune rouge vif comme on a vu avec le Pape en doudoune blanche, une image créée de toutes pièces ». Pourtant la Chine n'a plus rien à prouver dans le numérique ni à craindre avec l'IA. L'exemple de Shenzhen est parlant. La ville a laissé une IA gérer les services gouvernementaux. Depuis, elle vivrait en « quasi autonomie numérique, une « smart city » avec des capteurs connectés à des IA et des dizaines de taxis sans chauffeurs, et plus de 14000 entreprises de la tech ont leur siège dans la ville » selon **Libération** du 20 Juin 2023. De plus, depuis le début de la décennie, des caméras à reconnaissance faciale font la loi dans les plus grandes villes du pays en faisant de la Chine l'un des pays les plus surveillés au monde. Tous ces éléments font de la Chine la deuxième puissance mondiale en termes d'IA derrière les Etats-Unis. Encore un objectif que se fixe Pékin : dépasser le rival dans un « match du siècle » pour la maîtrise de l'IA ■

Mahé Morelli-Drouard (TG03)

Tik Tok, un outil d'influence qui inquiète

L'appli chinoise de partage de vidéos a conquis la planète. Aujourd'hui, des démocraties réagissent.

Sans surprise l'application chinoise lancée en 2016 devrait dépasser le chiffre de 1,6 milliards d'utilisateurs en 2023. « La plateforme avait annoncé avoir franchi le seuil de 1 milliard d'utilisateurs mensuels en seulement 5 années d'existence » rapporte **Le Figaro** du 12 novembre dernier. Elle comporte plusieurs risques domestiques : « Les experts alertent sur le fait que Tiktok procède à une récolte excessive de données [qui] sont : la géolocalisation, la marque du téléphone et les autres applications installées » rapporte **Libération** du 2 mars 2023. Ce réseau social qui séduit les plus jeunes est particulièrement addictif. Les jeunes « passent plus de temps à visionner de courtes vidéos [...] qu'à véritablement discuter avec leurs amis » rapporte **Les Échos** du jeudi 15 décembre 2022. Mais aussi des risques politiques pour les États : « Ses origines chinoises font craindre que le service vidéo puisse être une arme d'espionnage ou de manipulation aux mains de Pékin » croit savoir **Le Figaro** du 31 mars 2023.

« Tiktok est un cheval de Troie moderne du parti communiste utilisé pour surveiller et exploiter les informations personnelles des Américains » selon **Le Figaro**. « Si l'affaire Tiktok est à ce point inquiétante c'est parce qu'elle montre que le refroidissement entre la Chine et les pays occidentaux est en train de se transformer en vive tension voire en guerre froide » ajoute **Libération** du 2 mars 2022. L'avenir de « la plateforme vidéo aux États-Unis risque de se jouer entre une vente forcée ou un bannissement » selon **Le Figaro** du 31 mars 2023. Même chose « au Canada qui a demandé aux fonctionnaires de son gouvernement de supprimer le réseau, une semaine auparavant c'était la Commission européenne et le Parlement européen ». A Bruxelles, il s'agit de protéger l'institution européenne « contre les cybermenaces ». À Paris, au Palais Bourbon la questure qui assure l'intendance de



l'Assemblée Nationale va communiquer sur « les risques de certaines applications et relancer les sessions de sensibilisation des parlementaires avec l'agence de la sécurité des systèmes d'information » (ANSSI) explique **Libération**. « Il est temps d'interdire pour de bon Tiktok qui est contrôlé par Pékin a déclaré le sénateur républicain de Floride Marco Rubio ». Une proposition de loi bipartisans visant à empêcher le groupe d'opérer aux États-Unis est en cours selon **Les Échos** du 15 décembre 2022 ■ Texte : Leïa Saucillon (PG10) avec Johan Barthel (PG1) / Dessin : Antoine Moreau (TG2)

DOSSIER ISRAËL-HAMAS : LA PAIX EN OTAGE

HAMAS Vs ISRAËL : un « game changer » dans un conflit asymétrique ?



Un DAVID et GOLIATH inversé ?

Le rapport de force entre Tsahal, l'armée israélienne et le Hamas est asymétrique par de nombreux aspects. Mais l'attaque surprise du Hamas a déstabilisé Israël et imposé un « game changer » qui remet en question le rapport de force.

Le 7 Octobre 2023, le Hamas sème la terreur en lançant l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » depuis la bande de Gaza visant à envahir par la terre, l'air et la mer Israël. Elle est considérée « comme la première véritable opération aéroportée de l'histoire militaire palestinienne » selon **Le Monde** du 10 Octobre 2023. Cette opération peut être comparée à l'attaque terroriste du 11 septembre 2001 qui a frappé les États-Unis sur leur territoire. Ce conflit est qualifié d'asymétrique en raison du rapport de force inégal entre Tsahal, l'armée de israélienne et le Hamas. « Sur le papier, les forces du Hamas semblent bien inférieures à celles d'Israël » écrit Nicolas Barotte pour **le Figaro** du 9 Octobre 2023. Les Israéliens ont également un arsenal et une technologie plus développés, en partie grâce aux financements américains. Tsahal est aussi protégé par le « Dôme de fer » ayant un taux d'interception de plus de 90 %. le Hamas essaye de renverser ce rapport asymétrique, en jouant sur l'effet de surprise, avec une « montée en gamme en termes de planification et de coordination » analyse **le Figaro** du 9 Octobre 2023. Afin de renverser la supériorité de l'armée israélienne, le Hamas effectue une « prise d'otages massive consécutive à l'offensive », laquelle constitue un « Game Changer », selon Nicolas Barotte dans le même article. En réponse, Tsahal doit s'adapter en recourant à « la négociation, l'emploi de la force mais aussi la « procédure Hannibal » », qui se caractérise par la volonté de Tsahal

d'assumer « les risques pour la vie des civils lors d'opérations de sauvetage ». Cette prise d'otages est une des particularités de l'asymétrie du conflit et de son caractère non conventionnel. Le Hamas « pourrait se trouver en situation d'imposer un rapport de force politique à son adversaire » selon Nicolas Barotte pour **le Figaro** du 9 Octobre. Cette pression est formulée par le Hamas quand il menace d'exécuter les otages à « chaque fois que leur peuple sera pris pour cible sans avertissement », rapporte l'article de **la tribune** du 11 Octobre 2023. Laquelle devrait empêcher, selon lui, l'armée israélienne d'exercer sa pleine puissance. La présence du « métro » de Gaza, un réseau de tunnels souterrains stratégiques creusé par le Hamas, sous les infrastructures civiles dans la bande de Gaza, permet aussi de surprendre et de contourner l'ennemi, tout en empêchant Tsahal de riposter comme il le souhaiterait « pour maîtriser les dommages collatéraux » explique Nicolas Barotte pour **le Figaro** du 26 Octobre 2023. Selon Daphne Richmond-Barak pour **le Monde** du 31 octobre 2023, ce labyrinthe de tunnels « change la nature du combat » et rend le conflit « le plus complexe qui soit, demandant des unités particulièrement entraînées », selon Nicolas Barotte pour **le Figaro** du 26 Octobre 2023. « Le rapport de force paraissait inégal » selon Nicolas Barotte, mais le Hamas a renversé « les règles du jeu ». Le « Hamas qui a réussi à contourner par le bas la supériorité technologique de Tsahal » ■

Géopoliticus®

Le Hamas entre foi et politique

Certains soutiennent l'idée que le Hamas ne revendique que des droits politiques. D'autres s'accordent à dire que le politique est instrumentalisé afin de légitimer les actions terroristes.

Une organisation basée sur la religion...

En effet, depuis sa création en 1987, son mot d'ordre est, d'après **La Croix** (12/10/23) et sa charte, « l'annihilation d'Israël ». Aussi, le Hamas considère d'après **l'Humanité**(12/10/23) que « la Palestine, dans son ensemble est un bien religieux musulman dédié aux générations de musulmans jusqu'au Jugement dernier et donc la loi sur Terre qui doit régir les Palestiniens est la Charia ». C'est dans cette perspective que le Hamas se développe jusqu'à nos jours. **Le Figaro** (19/10/23) nous rapporte que « le but politique du Hamas restait officiellement la libération du territoire palestinien » mais que paradoxalement, « cet objectif avait fini par s'éroder ». Lors des attaques des 7 et 8 octobre, les combattants du Hamas pour parler des Israéliens évoquaient les « Juifs » et non pas des « Israéliens ». Cet amalgame entre juif et israélien, pourrait être la marque d'un conflit plus religieux que politique même si Tareq Baconi nous dit dans **Le Figaro** le 19 octobre que « la dimension islamiste du Hamas est d'abord au service d'une lutte territoriale ». Mais cette idée est rejetée par **La Croix** qui nous informe que « certaines organisations terroristes comme Daech, partagent avec le Hamas la doctrine idéologique d'un islam radical et considèrent le combat armé contre les non-musulmans comme un devoir »

...aux alliés idéologiquement liés...

Un front de résistance composé de l'Iran, la Syrie et du Hezbollah libanais épaulé les brigades « Izz al-Din al Qassam », « bras armé du Hamas » d'après le journal **Libération** et fournit de l'aide au Hamas : le 7 octobre, des « gardiens de la révolution » iraniens ont d'après le quotidien Américain « **Wall Street** » aidé le Hamas à « planifier des incursions ». Les attaques ont également été saluées par Ebrahim Raissi (président iranien) qui soutient d'après **Libération** « la légitime défense de la nation palestinienne ». **La Croix** nous dit également que Téhéran « finance, arme et forme le Hamas », idée confirmée par le journal **l'Humanité** (12 octobre 2023). Le Hamas partage aussi des idées avec d'autres acteurs non étatiques comme Daech qui comme nous le dit **La Croix** « partag[e] avec le Hamas la doctrine idéologique d'un islam radical ». ...mais qui ne sert paradoxalement que partiellement la cause palestinienne. Mais le Hamas, est assez peu soutenu à Gaza, les Palestiniens se plaignent même d'après **La Croix** d'une vie « encore plus infernale qu'avant ». **Le Monde** ajoute que « Le Hamas profite de la stratégie israélienne », cette misère palestinienne étant souvent réinvestie et instrumentalisée par le Hamas ■

Géopoliticus®

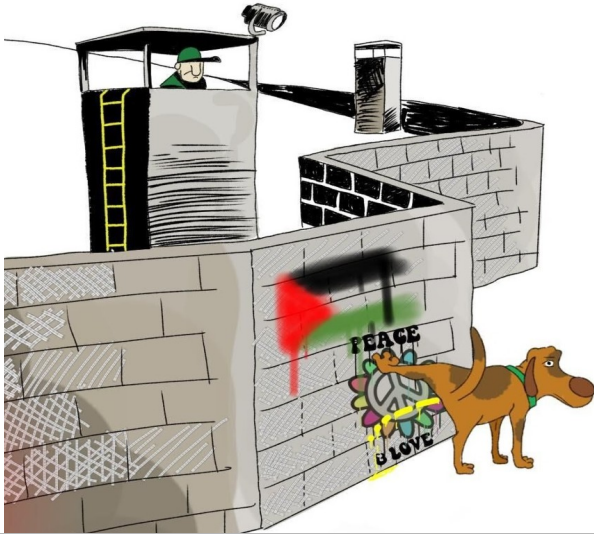


Drapeau du Hamas



Drapeau d'Israël

Mur israélien : protection ou ségrégation ?



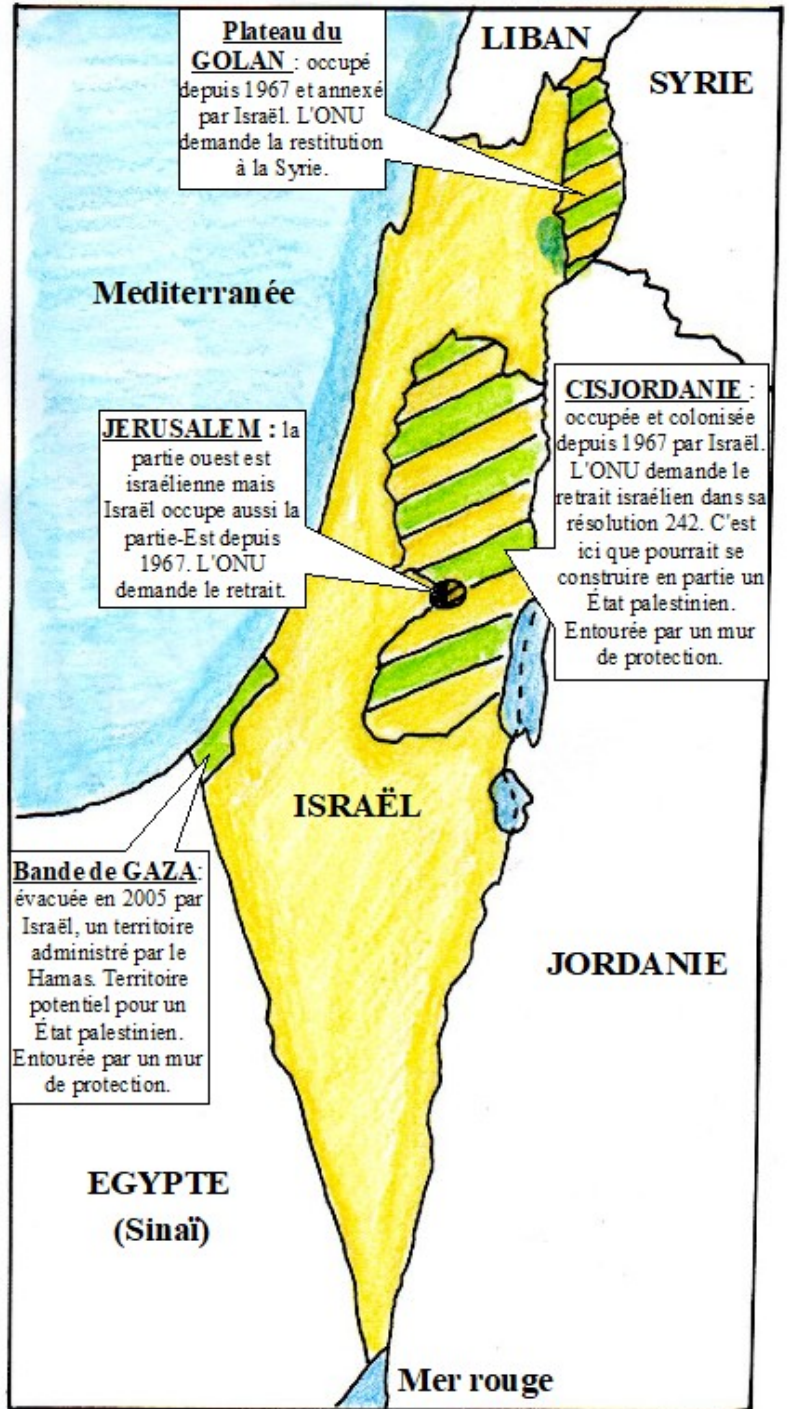
Dans la matinée du 7 octobre, le « Hamas » a surpris avec son offensive à travers la frontière réputée infranchissable d'Israël. Une barrière de protection ou de ségrégation ?

Le mur de sécurité entre Gaza et Israël dont la construction s'est achevée le 7 décembre 2021 était un mur que la « société israélienne pensait inexpugnable » selon le journal **Libération du 17 octobre 2021**. En effet cette frontière dont la solidité et l'efficacité technologique étaient présentées par Israël comme les meilleures : 65km de barrière fortifiée et de barbelés ; des centaines de caméras, capteurs et radars ; mitrailleuses télécommandées ; une partie souterraine . Ces constructions représentent 140 000 tonnes de fer et d'acier ayant coûté plus d'un milliard de dollars au gouvernement israélien. Cette frontière participe au « double blocus israélo-égyptien » exercé par Jérusalem et Le Caire selon **RFI le 8 décembre 2021** en enfermant les Gazaouis sur toutes les façades : terrestres, aériennes, maritimes et souterraines. L'objectif énoncé par Tsahal (l'armée israélienne) est d'empêcher toute attaque venant de la bande de Gaza et de protéger la population israélienne. Mais il s'agit aussi pour Israël de couper la Palestine du monde extérieur **Le « mur de l'apartheid »** Le mur de Gaza n'est pas la seule tentative d'isolement et de contrôle de la Palestine . En effet, en Cisjordanie, une barrière similaire est en cours de construction depuis 2002. Cette frontière, dont la vocation

est similaire à celle de Gaza, est elle aussi présentée comme une mesure pour protéger les citoyens suite aux attaques de la seconde intifada ayant fait 800 morts israéliens . Cependant, cette barrière aurait aussi une fonction que le gouvernement israélien n'assume pas publiquement qui est celle d'« mur de l'apartheid ». Ce surnom a été donné par plusieurs associations de défense des droits de l'homme comme **Amnesty international** et **Human Rights Watch** faisant référence au régime de ségrégation sud-africain aboli en juin 1991 . La population palestinienne est selon ces rapports privée de ses droits, elle circule difficilement dans son propre pays à cause des check-points et ne peut que très rarement sortir du pays. En plus , une colonisation progressive s'effectue sur le sol palestinien. Selon le journal **GEO du 15 février 2023** près de 475 000 Israéliens vivent dans des colonies en Cisjordanie, un chiffre qui est en augmentation depuis 1967 et qui représente une part de plus en plus importante de colons parmi les 2,9 millions de Palestiniens vivant dans cette partie du pays. Dans ces conditions, une paix semble illusoire ■

Géopoliticus®

La Palestine, carte en main



PASSONS NOTRE CHEMIN...



Palestine : même les animaux n'y croient plus ?



Les failles du renseignement israélien

Renseignement :

Un bilan Mossad pour Israël

Le 07 octobre 2023, l'attaque du Hamas contre Israël met en évidence la faillite du système sécuritaire israélien réputé pourtant pour sa fiabilité.

Le 7 octobre est un jour particulier car il symbolise la fin des fêtes juives en Israël. Disposant des meilleurs services secrets du monde, Israël n'a pas su prévoir l'attaque du 07 octobre 2023. Le gouvernement israélien a ignoré les mises en gardes des renseignements militaires et des autres États qui auraient intercepté des communications terroristes du Hamas, et prévoyaient une attaque à Gaza. Depuis, l'opinion publique accuse le gouvernement, notamment le premier ministre.

« Cette guerre est inimaginable quand on considère l'étendue et la qualité de son appareil sécuritaire d'Israël » selon Bastié Eugénie dans **Le Figaro** du 11 Octobre 2023. « Jusqu'ici, on avait le sentiment que rien de ce qu'il advenait à Gaza n'échappait aux services israéliens, dans leurs moyens en renseignement humains et techniques qui étaient denses et efficaces ». Ce sont les mots de Pierre Brochard, l'ancien ambassadeur de France en Israël et l'ancien directeur de la DGSE dans l'article du **Figaro**. Les services secrets israéliens ont aussi des failles technologiques apparentes. Dans **Le Figaro** du 11 octobre 2023, le patron du Shin Bet de 1996 à 2000, Ami Ayalon, explique que « tout le renseignement à Gaza était fondé sur la surveillance électronique ; il y a donc eu une faille technologique », voire une trop grande confiance en la technologie high-tech à la frontière de la bande de Gaza. Selon le journal **Libération** du 17 Octobre 2023, cet échec « dépasse les services secrets : il est aussi militaire et stratégique ».

En effet, le pourtour de Gaza était dépourvu de ses forces militaires habituelles, puisque certaines étaient envoyées en Cisjordanie. Les bases militaires étaient mal gardées. Le rassemblement des hommes a pris un certain temps car l'armée israélienne était en sous-effectif en raison des fêtes juives. La nuit qui a précédé l'attaque terroriste du 7 octobre, des signaux faibles



Espionnant dans la mauvaise direction, Mossad et Shin Bet se sont laissés surprendre.

ont été détectés au Sud du pays mais n'ont pas fait l'objet d'une alerte quelconque, illustrant ainsi « les défaillances sécuritaires fatales d'Israël », selon Amaelle Guiton et Willy Le Devin dans **Libération** du 17 octobre 2023. L'armée n'était, par ailleurs, pas préparée à une action du Hamas, visant à enlever des civils, quand la raison d'être de Tsahal est de protéger la nation israélienne. Attaque suicidaire dans laquelle cependant « les chefs du Hamas signent sciemment leur propre arrêt de mort », selon **Le Monde** du mercredi 11 octobre 2023. Mais il s'agit aussi d'un échec stratégique de la part du gouvernement de B. Netanyahu. L'objectif était de prolonger indéfiniment le statut « ni guerre, ni paix », d'après Bastié Eugénie dans **le Figaro** du 11 octobre 2023. Il avait pour but d'isoler les Palestiniens des États arabes et de réduire l'intensité du conflit avec l'État hébreu. Force est de constater que le projet israélien a échoué ■

Géopoliticus®

13

Face à l'attaque éclair du Hamas le 7 octobre dernier, un service israélien est plus surpris que les autres : le Mossad, alors le meilleur service secret au monde, n'a pu prévoir cette attaque de grande ampleur.

LE MOSSAD avait pourtant les moyens techniques et humains de prévenir cet assaut. Cependant cela n'empêchera pas l'invasion de son territoire. Pourquoi cette puissance du renseignement n'a-t-elle pu voir venir cette attaque de grande ampleur qui était pourtant préparée à « ciel ouvert » comme le précise le journal **Le Monde** du 12 octobre 2023. Dans **Le Figaro** du 11 octobre 2023, l'interview de Pierre Brochand ancien directeur de la DGSE, Direction Générale de la Sécurité Extérieure, précise que « la gravité de ces événements est exceptionnelle » et « inimaginable » laissant place à une véritable « sidération » provoquant « l'absence de réaction immédiate de l'armée ».

D'après **La Croix** du 12 octobre 2023, les Israéliens « réalisent la vulnérabilité de leurs frontières et la défaillance des systèmes de surveillance électronique supposés les protéger ». Pour **Le Monde** du 12 octobre 2023, la responsabilité de ce « 11 septembre israélien » est grandement due à cette défaillance du Mossad qui n'avait « plus aucune source d'information au sein du Hamas » et ne s'est « pas alarmés des préparatifs à ciel ouvert » comme le dira Samy Cohen.

Cependant un homme se cache derrière ce fiasco, Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien. Selon lui, il avait « tout intérêt à avoir à son flanc sud un Hamas relativement fort » pour pouvoir dire qu'Israël était dans l'incapacité de négocier avec une société palestinienne divisée. Cette stratégie était doublée d'une « croyance naïve » selon laquelle il fallait aider le Hamas à se maintenir.

Aujourd'hui pour les services secrets israéliens, l'objectif est de déterminer s'il s'agissait d'une « mise en scène » lorsque le Hamas faisait croire qu'il faisait tout pour éviter une nouvelle guerre. L'ancien conseiller à la sécurité nationale de Nétanyahou, Yaakov Amidror ira jusqu'à dire : « Je pensais que le Hamas, à la différence du Jihad islamique, s'intéressait au niveau de vie et au bien-être de la population de Gaza. Mais le Hamas est un mélange d'Al-Qaïda et de l'État islamique ! ».

Enfin les failles du renseignement israélien sont le reflet de leur faillite stratégique.

Israël pensait que le danger était plutôt situé en Cisjordanie et que la population se sentait protégée par le « mur de fer » autour de la bande de Gaza. Pourtant ce 7 octobre « plus de 1500 hommes » du Hamas ont franchi en une trentaine de points cette double barrière de 6 mètres que tout Israélien pensait « ultra sécurisée et infranchissable » affirme le journal **La Croix** du 12 octobre 2023. Selon leurs confrères du **Monde** du 11 octobre 2023, le réseau de caméras de surveillance a soit « échoué à remplir sa mission ou il a été débordé ». Cet échec jette une lumière franche sur l'état général de l'armée israélienne qui repose en majorité sur des corps d'élite, ses commandos et son armée de l'air, et de moins en moins sur son armée terrestre.

Erreur politique ou militaire ? Dans tous les cas Israël a sous-estimé le Hamas et a surestimé le « mur de fer ». Quelle leçon retenir de ce fiasco pour Israël ? ■

Géopoliticus®

DERNIÈRE MINUTE : on apprend que les services de renseignements possédaient depuis un an un rapport « **Mur de Jéricho** » décrivant la future attaque du 7 octobre. Mais ils n'y ont pas cru !

Échec à la paix au Moyen-Orient



Gaza dans la lorgnette des grandes puissances

Avec l'attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier, le conflit israélo-palestinien s'est à nouveau manifesté. Quelle est la position des grandes puissances ?

Du côté russe, selon **Le Monde** du 21 octobre 2023, la Russie utiliserait le conflit à Gaza pour saper le soutien à l'Ukraine. L'attaque terroriste conduite par le Hamas constitue "du pain bénit pour Poutine" dans sa guerre contre l'Ukraine et son affrontement contre l'Occident. C'est une aubaine qui représente pour Moscou l'espoir de sortir de son isolement sur la scène internationale. Les autorités russes n'ont pas hésité à porter une opinion publique plutôt pro-israélienne. Moscou n'a jamais condamné le Hamas ou fait référence au "terrorisme" malgré la mort des 19 ressortissants russes dans les attaques. Poutine est allé jusqu'à comparer le siège de Gaza au blocus de Leningrad par les nazis et à se réjouir que les conflits dans le monde "renforcent" le lien entre Russie et Chine.

Du côté américain, dans la guerre entre la Palestine et Israël, les États-Unis, jouent leur rôle de leader, leur statut de superpuissance, rapporte **L'Obs** du 30 octobre 2023. Ils ont rapidement commencé à déployer une aide militaire en Israël. Joe Biden a promis "le soutien total à son gouvernement et au peuple israélien", leur allié historique, explique **La Tribune** du 10 octobre 2023. Selon **Le Monde** du 21 octobre 2023, l'enjeu diplomatique consiste à trouver un équilibre en soutenant les Israéliens tout en offrant un espoir aux

Palestiniens. Joe Biden a expliqué lors d'une allocution, que le Hamas "ne représentait pas les Palestiniens"; " nous ne pouvons pas renoncer à une solution à deux États" a-t-il déclaré. Dans les campus américains, la douleur et la colère de la communauté juive fait rage ajoute **L'Opinion** du 17 octobre 2023.

En ce qui concerne l'Union européenne, d'après **Libération** du 11 octobre 2023, les 27 pays de l'Union Européenne se sont unis pour condamner les crimes contre l'humanité commis par le Hamas, une organisation terroriste selon eux, et ont proclamé leur soutien à Israël. Cependant les ministres des affaires étrangères des 27 apportent "un soutien financier durable aux Palestiniens". Pourtant Israël attend une solidarité sans faille de Berlin qui, a déjà gelé l'ensemble de son aide au développement à destination des Palestiniens; rapporte **L'Opinion** du 17 octobre 2023.

Quant à l'Iran et au Liban, le journal **Libération** du 26 octobre 2023 rapporte que depuis le 7 octobre, les échanges de tirs sont quotidiens entre le Hezbollah, un groupe terroriste islamiste libanais soutenu par l'Iran, et l'armée israélienne, à la frontière. Des responsables sécuritaires iraniens auraient aidé le Hamas à planifier son attaque surprise de samedi contre Israël. Cependant, **le Monde** du 21 octobre 2023 explique que le guide suprême iranien, Ali Khamenei a nié toute implication.

Pour finir, concernant la Chine, **Libération** du mercredi 18 octobre 2023, nous montre que le ministre des affaires étrangères, Wang Yi, cherche une "solution à deux États", sans condamner le Hamas. Chine et Russie ne veulent pas s'aligner sur les Occidentaux depuis l'attaque massive contre Israël il y a 10 jours. C'est pourquoi la Chine se voit comme chef de file du monde en développement et alternative à l'hégémonie américaine ■

Géopoliticus®

Les errements de l'U.E en Palestine

Les 27 États membres se sont réunis pour prendre position dans le conflit Israélo-Palestinien sans trouver de consensus.



Une Union européenne favorable à la pacification...

Selon le site de **L'OBS** du 27 octobre 2023, les 27 pays membres de l'Union européenne ont tardivement exprimé une "vive inquiétude concernant la dégradation de la situation humanitaire à Gaza" et appelé à la mise en place de "couloirs humanitaires" ou encore de "pauses" dans le conflit pour venir en aide aux populations civiles de Gaza. L'U.E semble favorable à l'organisation d'une conférence internationale pour la paix et admet, qu'entre Israël et le Hamas, des crimes de guerre ont été commis des deux côtés.

...Dont les membres restent divisés sur les modalités...

Les États membres de l'UE ont des relations bilatérales distinctes avec Israël et la Palestine, ce qui entraîne une certaine variabilité dans leurs approches et positions. Certains pays sont plus enclins à soutenir Israël, tandis que d'autres affichent un soutien plus marqué envers la cause palestinienne. Selon le journal **Le Point** du 24 octobre 2023, le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche, Alexander Schallenberg a affirmé que « si tous les États souhaitaient l'arrêt de la violence, un cessez-le-feu priverait ainsi Israël de son droit de se défendre. Il exprime également que, tant que les otages ne seront pas libérés, celui-ci ne soutiendra pas l'idée d'un cessez-le-feu ». Le ministre des Affaires étrangères d'Irlande, Michaël Martin, d'après **Le Point** du 24 octobre 2023, affirme plus précisément « vouloir un cessez-le-feu humanitaire dans le but de pourvoir les hôpitaux de Gaza en raison de la souffrance de la population et des enfants dont les pertes de vies sont devenues alarmantes ».

... Et dont la voix reste peu audible...

Le manque de coordination entre les États membres entraîne des positions singulières dans les forums internationaux et les organisations de la part des représentants européens. En effet, selon **Le Monde** du 19 octobre 2023, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen, le 13 octobre, n'a pas fait entendre la voix des vingt-sept pays européens mais la sienne en affirmant, lors d'une visite "surprise" en Israël, la pleine solidarité de l'Europe ainsi qu'un soutien indéfectible à Israël, soutien jugé par les observateurs, beaucoup trop unilatéral.

Le président du Conseil européen, Charles Michel, estimait quant à lui, à propos de l'explosion de l'hôpital Al-Ahli à Gaza, rapidement attribuée à Tsahal, « qu'une attaque contre une infrastructure civile [n'était] pas conforme au droit international ». Toujours selon **le Monde**, U. Von der Leyen a « rectifié le tir », et assuré par la suite, « qu'il n'y a pas de contradictions entre la solidarité avec Israël et l'action en faveur des besoins humanitaires palestiniens ». Une subvention européenne de 75 millions d'euros destinée aux habitants de Gaza est annoncée ■

Géopoliticus®

Conflit recherche désespérément la paix.

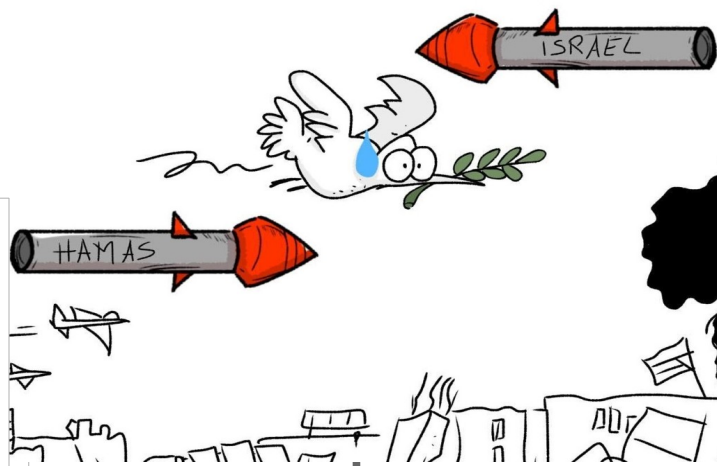
L'attentat commis le 7 octobre 2023 par le Hamas en Palestine, ravive un conflit vieux de plusieurs décennies et semble obérer la possibilité d'une paix commune.

Oslo, un espoir de paix trahi ?

En 1993, les accords d'Oslo furent signés sous l'égide des États-Unis, dans l'optique de construire une paix durable, et une reconnaissance commune entre l'État d'Israël et l'OLP (organisation de libération de la Palestine). Toutefois, si ces accords sont présentés comme une avancée majeure dans l'apaisement des tensions entre les deux partis, cela fut de courte durée. En effet, selon Pascal Brunel pour **Les Échos** du 4 novembre 2023 : « Il n'est pas question d'État palestinien, ni même de tracé des frontières, du sort des colonies israéliennes, du statut de Jérusalem... » ; ces accords présentent donc des lacunes importantes qui ont pu compromettre cette paix. Pour les Palestiniens d'alors « [Cet accord] ne se traduit pas dans l'immédiat par la naissance d'un État auquel ils aspirent ; il porte surtout sur l'essence même du conflit » (**Libération** du 2 novembre 2023 selon A.Schwartzbrod).

Paradoxalement, les accords d'Oslo débouchent sur la montée en puissance des extrêmes, qu'il s'agisse des islamistes radicaux du Hamas ou des colons juifs extrémistes en Palestine qui ont torpillé le moindre espoir de paix. L'assassinat du premier ministre israélien en 1995 par un extrémiste israélien illustre la responsabilité et le refus de la paix pour certains radicaux actuellement au pouvoir. Avec les attentats du 7 octobre, selon Pascal Brunel, dans **les Échos** du 4 novembre 2023, « Israéliens et Palestiniens ont donné l'occasion aux extrémistes des deux camps, notamment les colons israéliens ultranationalistes d'un côté, et le Hamas de l'autre, de torpiller le moindre espoir de paix. »

Cet anéantissement de toute possibilité de paix s'est manifesté par l'assassinat de civils et d'enfants, plus terrible encore, selon le journal **Libération** du 12 octobre 2023,



que les actes commis par l'occupation israélienne depuis cinquante-six ans en Cisjordanie. « Le Hamas ne s'est pas attaqué à des soldats mais a des civils. Il a commis un crime de guerre et un acte terroriste... » (**L'Humanité** du 17 octobre 2023). Au sein même des deux camps, l'espoir de paix est désormais brisé. Le premier ministre israélien B. Nétanyahou est coupable aux yeux de sa population d'avoir trahi la mission de sécurité de l'État d'Israël qui le lie à lui : « de tout ce qui nous est cher en tant que citoyens de ce pays [...] pour des intérêts cupides » (**Libération** du 12 octobre 2023, David Grossman) afin de satisfaire des intérêts personnels.

Existe-t-il toujours des camps de la paix ? Ces derniers sont aujourd'hui inaudibles. La médiatisation du conflit donne à voir deux camps, se faisant face, pour lesquels la seule solution à la résolution du conflit passe par la violence. Un « espoir de paix » selon **L'Humanité** du 17 octobre 2023, existe pourtant bel et bien dans les populations, des deux côtés. Un espoir qui ne trouve pas actuellement à s'exprimer. Des partisans extérieurs au jusqu'au-boutisme, selon le journal français **Libération**, évoquent la possibilité « d'une solution à deux États », à l'initiative des deux camps ■

Géopoliticus®

Au-delà de la crise actuelle entre Israël et le Hamas, où en est la solution à deux États qui devait régler le problème israélo-palestinien ?

C'est le 29 novembre 1947 que l'ONU, par la résolution 181, a proposé le partage de la Palestine en deux territoires, avec la création d'un État juif et d'un État arabe palestinien rappellent **Les Échos** du 23 octobre 2023. Mais cette solution a été rejetée par le Haut Comité Arabe, organe politique central de la communauté arabe de Palestine alors que commençaient la première guerre israélo-arabe dès 1948 et l'exode catastrophique (la Nakba) de 700 000 palestiniens. Ils poursuivent la lutte au sein d'une Organisation de Libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat mais ne peuvent éviter le désastre de la guerre des Six Jours en 1967 et « l'occupation par Israël de la Cisjordanie, de Gaza et de Jérusalem-Est ». En 1993, les accords d'Oslo entre Yasser Arafat et le premier ministre Yitzhak Rabin laissent espérer la relance de la « solution à deux États » mais les extrémistes juifs et islamiques (dont le Hamas) font échouer le processus. « Entre 1993 et 2023, la population d'Israéliens dans les territoires occupés est passée de 250 000 à 710 000. La carte de la Cisjordanie ressemble à une peau de léopard » rappelle

L'Obs du 24 octobre 2023, faisant allusion aux nombreuses colonies israéliennes illégales rendant la situation explosive. La solution est au point mort compte tenu du niveau de haine atteint selon Jean-Paul Chagnollaud dans **Les Échos**.

Le Hamas qui tente d'empêcher toute négociation par des attentats et l'arrivée au pouvoir de Benyamin Netanyahou en Israël conduit à l'effondrement d'un quelconque processus de paix. « Pour de nombreux experts, avant le 7 octobre, la solution à deux États serait donc morte ».

Aujourd'hui, le géopolitiste Bertrand Badie, professeur à Sciences-Po, considère qu'aucune des trois conditions pour faire avancer la solution à deux États n'est réunie : il n'y a pas de pression de la communauté internationale, les Palestiniens sont divisés sur le sujet. Quant à Israël, il a renoncé à intégrer l'objectif dans ses projets à moyen et long terme : « La solution à deux États impliquerait aujourd'hui une reconstruction entière de la culture politique israélienne », juge-t-il dans une interview à « **L'Obs** ».

Même Joe Biden qui se présente comme un « optimiste invétéré », préfère rester réaliste sur ce sujet rappelle **Le Monde** du 31 octobre 2023. En visite en Cisjordanie en 2022, Joe Biden avait répété son attachement au principe de la solution à deux États. Mais il avait conclu que « le terrain n'est pas fertile » pour relancer les négociations et son soutien inconditionnel à Israël n'arrange rien.

Les États-Unis souhaitent la perte du Hamas mais Biden prévient : « lorsque cette crise s'achèvera, il faudra une vision de la suite. Et, de notre point de vue, cela doit être la solution à deux États. » ■

Géopoliticus®



Journaliste-Reporter à Gaza

Après l'attaque du Hamas du 7 octobre dernier, aucun journaliste international étranger n'a pu entrer à Gaza. Les seules informations communiquées proviennent de journalistes locaux, gazaouis et palestiniens, qui risquent leur vie pour informer le reste du monde.

“Un nouveau journaliste mort sous les bombes” rapporte le **Huffington Post** du dimanche 22 octobre 2023 en annonçant la mort du reporter Roshdi Sarraj. Dans cette ambiance morbide, les journalistes ne sont pas en sécurité dans la bande de Gaza. Pour **La Croix** du 20 octobre 2023 “aucun journaliste n'[a] pu entrer dans l'enclave palestinienne [...] aucun média international ne dispose d'envoyé spécial”. Les conditions de travail sont insupportables. A l'impossibilité du repos et aux multiples pénuries, s'ajoutent les coupures de courant et d'internet. La communication devient très difficile selon **La Croix**. En outre, les journalistes présents dans la bande de Gaza ne possèdent aucune protection autre que leur gilet pare-balle ayant comme inscription “PRESS” censé les protéger. Pourtant, des journalistes sont tués en risquant leurs vies pour informer sur les conflits internationaux. Avec eux, il ne faut pas oublier les fixeurs. Ces personnes qui sont « les yeux et les oreilles » des journalistes, leur guide, leurs traducteurs. Sans eux, “Gaza deviendra[it] un trou noir de l'information” comme le rapporte **Libération** le 29 octobre.

Le nombre de reporters gazaouis, israéliens, palestiniens et libanais morts ne cesse d'augmenter. Selon l'ONG Committee to Protect Journalists (CPJ). “28 journalistes ont été tués [...] dont 23 palestiniens, 4 israéliens et 1 libanais. Des dizaines d'autres ont été blessés”. De plus, les journalistes « disent ne plus être capables psychologiquement de travailler, paralysés à l'idée d'apprendre que leur famille a été décimée dans un bombardement », explique **Libération**.

Comme les seules sources présentes à Gaza sont des locaux, l'information peut être biaisée. Malgré cela, les reporters locaux restent précieux car ils transmettent aux journalistes internationaux ce qu'ils ne peuvent voir sur le terrain. Malgré cette situation, certaines ONG et organisations internationales finissent par jouer un rôle de média. “Au sein de notre équipe à Gaza, un collègue nous envoie des petits mémos vocaux quotidiens, que nous mettons à disposition des journalistes” témoigne un humanitaire à **La Croix** ■

Géopoliticus®

Narges Mohammadi : Prix Nobel pour la liberté des femmes

Le 6 octobre 2023, l'iranienne Narges Mohammadi, en prison, a été récompensée du prix Nobel de la paix.



La journaliste iranienne, anciennement ingénieure, est récompensée à 51 ans d'un prix Nobel de la Paix pour « son combat contre l'oppression des femmes en Iran et sa lutte pour la promotion des droits humains et la liberté pour tous » a déclaré le comité Nobel norvégien à Oslo. Malgré la réticence de sa mère, Narges Mohammadi s'oppose ouvertement au régime islamiste oppressant et totalitaire qui s'est installé en Iran en 1979 d'après **Libération** du 7 et 8 octobre 2023. Elle écrivait à l'époque des textes engagés dans des journaux clandestins. Puis elle a rejoint le Centre de défense des droits humains. Elle est également vice présidente du Defenders of Humans Rights Center, dirigé par une autre lauréate du prix Nobel de la paix, Shirin Ebadi. Ses combats sont multiples : l'égalité entre les sexes, les droits des minorités ethniques et religieuses, la lutte contre la peine capitale et, plus récemment, la défense des jeunes filles osant retirer leur voile obligatoire en public. Le 16 septembre 2022, elle publiait sur son compte **Instagram** : « Dans ce régime autoritaire, la voix des femmes est interdite, les cheveux des femmes sont interdits (...) Moi, Narges Mohammadi (...) déclare que je n'accepterai pas le hijab obligatoire », une décision irréversible. Dans un pays dirigé par les Chiites islamistes, un mouvement féministe, « Femme, Vie, Liberté » a été déclenché en 2022 après la mort de Mahsa Amini, jeune fille kurde accusée d'avoir « mal porté » le voile.

Les femmes osent alors, de plus en plus manifester et prendre la parole. Mohammadi est un des visages symboliques de ce combat. Elle écrivait « Entendez-vous, en Iran, le bruit sourd du mur de la peur qui se fissure ? » dans **Le Figaro** du 8 octobre 2023. Elle a posté aussi une vidéo d'elle en train de brûler son foulard, comme le font d'autres femmes, rappelle le **Huffpost** du 10 novembre 2023.

Narges Mohammadi est finalement incarcérée en 2021 à Téhéran, dans la prison tristement réputée d'Evin. Elle y dénonce les conditions de détention déplorables que les femmes subissent : les coups de fouets, la « torture blanche » (une pression psychologique exercée sur les prisonniers et prisonnières d'opinion). « Les murs de la prison d'Evin ne pourront jamais étouffer la voix de Narges Mohammadi » déclare l'ONG **Reporters sans frontière**. Atteinte de problèmes cardiaques la militante doit se faire hospitaliser. Or, le régime lui impose le port du voile au sein de l'hôpital. Alors, elle entame, le 6 novembre, une grève de la faim. Lorsque sa santé devient trop faible, elle obtient gain de cause et est emmenée en urgence dans un centre médical. Sa famille, exilée en France dédie ce Prix Nobel « à l'ensemble des Iraniens et en particulier aux femmes et aux filles iraniennes qui ont inspiré le monde entier par leur courage et leur combat pour la liberté et l'égalité. » Ses deux fils sont allés récupérer le prix à Oslo le 10 décembre 2023

■ Géopoliticus®



Un nouvel exil pour les Arméniens

Les Arméniens ont fui le Haut-Karabakh pour échapper à une offensive de l'Azerbaïdjan en septembre 2023.

L'Arménie était autrefois une République soviétique d'URSS. Mais en

1991, à la chute de l'Union soviétique, la république d'Arménie a acquis son indépendance. Un grand espoir pour un peuple qui avait subi un génocide en 1915. Mais l'Arménie et l'Azerbaïdjan s'affrontent depuis 1990 pour le Haut-Karabakh, une enclave majoritairement peuplée d'Arméniens mais située en territoire azéri. Depuis début décembre un blocus du Haut-Karabakh était organisé par l'Azerbaïdjan ; Le corridor de Latchine, seule route qui permettait de joindre l'Arménie au Haut-Karabakh, était bloqué. Le 11 juillet dernier, le blocage est renforcé rapporte **Le Monde** du 23 septembre 2023. Cela a pour but de « détruire un peuple, intentionnellement, par la faim. ». Le 19 septembre, une offensive commence sur l'Arménie par l'Azerbaïdjan. Les Azéris bombardent le Haut-Karabakh dans la matinée du 20 septembre 2023 selon **Libération** (21 septembre 2023), « le bilan serait d'au moins 32 morts, dont deux enfants, et 200 blessés. » La nouvelle du cessez-le-feu tombe en début d'après-midi. Les négociations vont avoir lieu avec l'Arménie sous la médiation de la Russie. Puis, l'Azerbaïdjan annonce ses conditions que l'on peut lire dans **Libération** du 21 septembre 2023 « les 120 000 Arméniens du Haut-karabakh devront accepter de devenir azerbaïdjanais ou partir ». Ils ont choisi l'exil ■

1915  2023

Solen Vincent (TG01)

Arménie 1915 : un premier génocide en Europe

En 1915 et 1916, en plein conflit mondial, le gouvernement de la Turquie a organisé et exécuté systématiquement un plan concerté d'anéantissement du peuple arménien : un génocide.

la disparition, puis l'extermination. L'Empire ottoman profite bien évidemment du contexte de guerre en Europe : les Européens sont restés impuissants devant ce génocide, laissant les Arméniens seuls dans une extermination sans pitié et systématique. Certains sont fusillés, d'autres noyés ou d'autres meurent de faim ou de faiblesse lors des acheminements, en plein désert syrien. Le bilan final est lourd : sur 1,8 million d'Arméniens vivant dans l'empire, 600 000 seraient morts sur place et 600 000 lors des déportations. Grâce aux documents turcs, nous savons que dans la province d'Ankara, 95% des Arméniens catholiques ne parlant pas le turc furent touchés par cette déportation. Cela prouve que ce plan d'extermination était purement xénophobe.

Si le gouvernement turc actuel nie toujours le caractère génocidaire de ces massacres de 1915-1916, le peuple arménien n'oublie pas ce crime du passé et les événements de septembre 2023 ont ravivé la douleur ■

Laura Bouwmans-Alfonso (PG4) et Kaylia Roger (PG10)

[source : Revue *L'Histoire* n°187, d'avril 1995]

ANNONCES :

et bientôt au CDI
Tous les dessins de presse de l'équipe
GÉOPOLITICUS seront exposés dans

Mai 2024



 **Cartooning for Peace**
Dessins pour la Paix



EXPOSITION de la célèbre association internationale de dessinateurs de presse **CARTOONING FOR PEACE** au CDI du 2 au 16 avril 2024.